Toute modification au signe de sépulture érigé sur ces concessions doit être soumis à l'Administration communale et, en ce qui concerne les monuments prévus à l'art. 85, ne peut entraîner aucune diminution de la valeur attribuée au projet primitif.

.....

Art. 87. — Les monuments placés sur les concessions autres que celles de quinze ans, sans caveaux, seront établis sur des fondations suffisantes pour empêcher toute inclinaison. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux cimetières où des fondations ou des encadrements sont placés sur ce genre de sépulture par les soins de l'Administration.

Les semelles de ces monuments, d'une épaisseur minimum de 15 centimètres sur toute leur étendue, seront d'une seule pièce. Pour un monument couvrant des concessions contiguës, la semelle pourra être de deux pièces égales ou de trois pièces (dans le sens de la largeur). La pièce centrale à placer sur ces concessions devra avoir les dimensions exactes d'un monument de concession régulière. Un chanfrain ou un arrondi ne s'écartant pas de plus de 3 centimètres des bords extérieurs est admis sur la face supérieure des semelles ; l'épaisseur de celles-ci peut être réduite à 10 centimètres si la longueur du signe de sépulture ne dépasse pas 2 mètres.

.....

lture érigé s
stration comm
évus à l'art.
valeur attrib

Toute modification au signe de sépulture érigé sur ces concessions doit être soumise à l'Administration communale, et, en ce qui concerne les monuments prévus à l'art. 113, ne peut entraîner aucune diminution de la valeur attribuée au projet primitif.

Si la transformation projetée est demandée par les héritiers ou successeurs du fondateur de la concession, ils sont tenus de respecter le caractère religieux ou philosophique initial donné au signe de sépulture par le fondateur.

ur les con
eaux, seront
cher toute i
aux cimetiè
placés sur ce
ation.

Art. 115. — Les monuments placés sur les concessions autres que celles de quinze ans, sans caveaux, seront établis sur des fondations suffisantes pour empêcher toute inclinaison. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux cimetières où des fondations ou des encadrements sont placés sur ce genre de sépulture par les soins de l'Administration.

épaisseur m
seront d'un
ncessions co
s ou de trois
ale à placer
xactes d'un
n ou un arro
es bords ext
lles ; l'épais
s si la longue
res.

Les semelles de ces monuments, d'une épaisseur minimum de 15 centimètres sur toute leur étendue, devront être monolithes. Leur épaisseur pourra être réduite à 10 centimètres si la longueur du signe de sépulture ne dépasse pas 2 mètres. Pour un monument couvrant des concessions contiguës, la semelle pourra être de deux pièces égales ou de trois pièces (dans le sens de la largeur). La pièce centrale à placer sur ces concessions devra avoir les dimensions exactes d'un monument de concession régulière. Un chanfrain ou un arrondi ne s'écartant pas de plus de 3 centimètres des bords extérieurs est admis sur la face supérieure des semelles. Une corbeille dont les points extrêmes ne seront distants de plus de 60 centimètres, pourra être creusée dans les semelles, à 20 centimètres au moins des bords extérieurs de celles-ci.

Le périmètre de la concession pourra, en vue de la création d'un jardinet, être délimité par un encadrement formé de quatre pièces, d'une section carrée ou rectangulaire, dont les côtés auront 15 centimètres minimum à 20 centimètres maximum ; les pièces latérales de cet encadrement devront avoir la longueur de la concession.

Les niveaux et aplombs seront rigoureusement observés ; toutefois, lorsqu'il s'agit d'une simple dalle, une inclinaison vers l'avant, ne dépassant pas 3 %, sera autorisée.

Art. 88. — .....

Art. 89. — Les faces latérales de la semelle ou de l'encadrement des monuments à ériger sur des caveaux doivent rester à dix centimètres en retrait des limites latérales de la concession.

Au cimetière d'Evere, cette distance est portée à quinze centimètres.

Les dimensions minima des pièces à poser sur le radier en béton ne pourront pas être inférieures à dix centimètres.

Art. 90. — .....

Art. 91. — Les monuments, entourages et jardinets qui dépendent des concessions doivent constamment être tenus

Les dimensions des monuments seront, dans certains cas, conformes aux usages locaux.

La projection du monument sur le plan horizontal ne peut tomber en dehors des limites de la concession.

Art. 116. — Chaque concession autre que celles de quinze ans doit porter un numéro d'ordre taillé d'une manière apparente sur la partie gauche de la face antérieure du monument avant que ce dernier ne soit introduit au cimetière. Les chiffres d'une hauteur minimum de 3 centimètres sont gravés, si possible, à 30 centimètres du sol, sur fond écuré et peints en noir ou blanc ou or suivant qu'il s'agit de pierre bleue ou de granit.

Les assemblages de pierres seront effectués au moyen d'agrafes ou de broches en cuivre, de dimensions appropriées, en nombre suffisant et pénétrant dans les parties à assembler d'au moins 5 centimètres.

Elles seront scellées au plomb fondu ou au ciment et, en tout cas, de façon à ne pouvoir causer des accidents.

Art. 117. — Les faces latérales de la semelle ou de l'encadrement des monuments à ériger sur des caveaux doivent rester en retrait des limites latérales de la concession, conformément aux usages locaux des différents cimetières.

Les dimensions minima des pièces à poser sur le plateau en béton ne pourront pas être inférieures à 10 centimètres.

Art. 118. — Le Collège des Bourgmestre et Echevins peut, en ce qui concerne certaines allées ou pelouses, prévoir des dimensions particulières pour les terrains concédés en vue de l'érection des caveaux de sépulture ainsi que pour les monuments à y ériger et, éventuellement, pour les jardinets à établir sur les faces latérales.

Art. 119. — Les monuments, entourages et jardinets qui dépendent des concessions doivent constamment être tenus

en parfait état de conservation, d'entretien et de propreté par les concessionnaires.

Si malgré un avertissement écrit ou un avis inséré dans deux journaux, les concessionnaires ou leurs ayants droit persistent à laisser leur concession en état d'abandon ou de délabrement, la Ville a le droit soit de pourvoir d'office et à leurs frais aux travaux qui s'imposent, soit d'interdire toute inhumation ultérieure dans la concession, soit — si aucun corps n'y a été inhumé — de reprendre d'office le terrain concédé sans devoir restituer le prix de la concession ni payer aucune indemnité en raison des constructions qui y auraient été faites, ni du monument qui y aurait été érigé, soit — si un ou plusieurs corps sont inhumés — de niveler le terrain le tout sans préjudice des dommages et intérêts qui seront réclamés au concessionnaire ou à ses ayants droit défaillants.

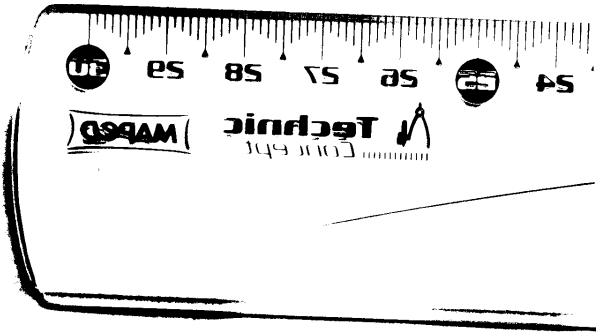
En ce qui concerne plus spécialement le caveau, les mêmes mesures peuvent être prises. L'Administration se réserve le droit, dans l'éventualité où un ou plusieurs corps y sont inhumés, de transférer les cercueils inhumés dans une concession de pleine terre et de reprendre d'office le terrain concédé.

Art. 92. — .....

en parfait état de conservation, d'entretien et de propreté par les concessionnaires.

A défaut d'entretien, aucune inhumation, de même qu'aucun renouvellement ou prorogation de concession, ne sera admise.

De plus, il pourra être mis fin aux concessions, conformément à la loi du 20 juillet 1971, sans préjudice du remboursement, par les ayants droit éventuels, de tous les frais exposés par l'Administration.



Art. 120. — Les caveaux sont établis de manière à former des cases séparées pour chaque corps à inhumer.

Ils sont construits conformément aux plans-types dressés par les soins de l'Administration. Des exemplaires de ces plans sont délivrés, contre paiement, aux intéressés qui en font la demande.

Les concessionnaires devront se conformer à l'un des plans-types A ou B, selon les prescriptions du Service des Inhumations.

Le plan-type A est obligatoire pour les caveaux de plus de 2 cases, lorsque la disposition des lieux permet la construction d'un vestibule.

L'obligation pour le concessionnaire d'élever les constructions suivant les plans-types ne dégage en rien la responsabilité de ce dernier quant à la solidité, la stabilité, les vices apparents ou cachés des ouvrages établis. Si, pour quelque

Art. 93. — .....

Art. 94. — .....

Art. 95. — .....

Art. 96. — L'Administration peut se charger de la fourniture et du placement des dalles séparatives des cases (en béton armé ou pierre bleue sciée sur les deux faces) dans les caveaux de sépulture, aux conditions fixées suivant convention spéciale à intervenir dans chaque cas entre l'Administration et les concessionnaires.

Art. 97. — .....

cause que ce soit, certaines parties de la construction doivent être renforcées par rapport au plan-type, il appartient au concessionnaire de solliciter les dérogations qui s'imposent, l'Administration ne prenant aucune responsabilité en cette matière.

Art. 121. — Les caveaux sont construits et modifiés aux frais, risques et périls des concessionnaires et des constructeurs qui doivent prendre, sous leur responsabilité, toutes les précautions nécessaires pour éviter les accidents de personnes et les dégâts aux sépultures voisines.

Art. 122. — Le concessionnaire ou ses ayants droit et ayants cause restent responsables en tout temps vis-à-vis des tiers des accidents qui pourraient survenir ultérieurement aux caveaux ou monuments voisins, aux visiteurs ou agents des cimetières, par suite de la mauvaise qualité des matériaux mis en œuvre ou du fait de l'exécution défectueuse des travaux ou du défaut d'entretien.

Art. 123. — L'autorisation d'apporter une modification quelconque dans le mode prescrit pour la construction des caveaux et des vestibules souterrains ne peut être accordée que par le Collège des Bourgmestre et Echevins, auquel les plans détaillés sont soumis et seulement pour les concessions de dimensions exceptionnelles chaque fois que les plans-types imposés par l'Administration ne pourront être suivis pour des motifs qu'elle seule peut apprécier.

Art. 124. — Lorsque la nature du sol le permet, les caveaux simples peuvent comprendre au maximum six cases superposées ; les caveaux de plus grandes dimensions peuvent contenir deux ou plusieurs rangées ayant chacune six cases superposées au maximum.

Art. 98. — .....

Les murs latéraux des caveaux voisins doivent se toucher, sauf au cimetière d'Evere, où l'espace de 10 centimètres compris entre les dits murs par application de l'article 89 du présent règlement sera comblé de terre convenablement foulée.

Art. 99. — Les matériaux employés doivent être de première qualité. La maçonnerie doit être faite en briques de Boom de première qualité. .....

.....

Les dalles mobiles des vestibules de caveaux ainsi que l'encadrement qui les soutient sont en pierre bleue ou en béton armé vibré composé de 400 kilos de ciment Portland artificiel et de 1.100 litres de gravillon 0/5.

.....

Art. 100. — .....

Art. 125. — Les murs et le plateau supérieur des caveaux doivent être en rapport avec le poids et les dimensions du monument qu'ils sont destinés à supporter.

L'intérieur des caveaux doit être revêtu d'une couche d'un centimètre d'épaisseur de ciment bien lissé à la truelle.

L'Administration peut prescrire, selon les circonstances, que toute la maçonnerie soit assise sur fondations spéciales. Aucun mur ne peut être mitoyen.

L'espace compris entre les murs latéraux de caveaux voisins doit être comblé de terre convenablement foulée.

Art. 126. — Les matériaux employés doivent être de première qualité. La maçonnerie doit être faite en briques dites de Boom de première qualité. Le mortier doit être composé de 350 kilos de ciment Portland artificiel par mètre cube de sable rude.

Le béton armé sera composé de 400 kilos de ciment Portland artificiel, de 400 décimètres cubes de sable et 870 décimètres cubes de plaquettes 2/20 ou de gravier.

Les dalles mobiles des vestibules de caveaux ainsi que l'encadrement qui les soutient sont en béton armé vibré composé de 400 kilos de ciment Portland artificiel et de 1.100 litres de gravillon 0/5.

Les dalles de séparation entre les cases seront, au gré des concessionnaires, en béton armé de 5 centimètres d'épaisseur ou en pierre bleue sciée sur les deux faces de 5 centimètres d'épaisseur.

Tous les fers seront attachés entre eux, avant bétonnage, dans toutes les règles de l'art.

Art. 127. — Les concessionnaires ou les constructeurs doivent faire enlever et conduire sans délai, soit aux endroits qui sont désignés par l'un des agents du cimetière, soit au dehors, les terres provenant des fouilles. Dans le dernier cas, les terres ne peuvent sortir du cimetière qu'après que les agents se soient assurés qu'elles ne contiennent aucun ossement.

Art. 98. — .....

Les murs latéraux des caveaux voisins doivent se touche sauf au cimetière d'Evere, où l'espace de 10 centimètres con pris entre les dits murs par application de l'article 89 d présent règlement sera comblé de terre convenablement foulé

Art. 99. — Les matériaux employés doivent être de pr mière qualité. La maçonnerie doit être faite en briques Boom de première qualité. .....

.....

Les dalles mobiles des vestibules de caveaux ainsi que l' cadrement qui les soutient sont en pierre bleue ou en bé armé vibré composé de 400 kilos de ciment Portland artifi et de 1.100 litres de gravillon 0/5.

.....

Art. 100. — .....

Art. 125. — Les murs et le plateau supérieur des caveaux doivent être en rapport avec le poids et les dimensions du monument qu'ils sont destinés à supporter.

L'intérieur des caveaux doit être revêtu d'une couche d'un centimètre d'épaisseur de ciment bien lissé à la truelle.

L'Administration peut prescrire, selon les circonstances, que toute la maçonnerie soit assise sur fondations spéciales. Aucun mur ne peut être mitoyen.

L'espace compris entre les murs latéraux de caveaux voisins doit être comblé de terre convenablement foulée.

Art. 126. — Les matériaux employés doivent être de première qualité. La maçonnerie doit être faite en briques dites de Boom de première qualité. Le mortier doit être composé de 350 kilos de ciment Portland artificiel par mètre cube de sable rude.

Le béton armé sera composé de 400 kilos de ciment Portland artificiel, de 400 décimètres cubes de sable et 870 décimètres cubes de plaquettes 2/20 ou de gravier.

Les dalles mobiles des vestibules de caveaux ainsi que l'encadrement qui les soutient sont en béton armé vibré composé de 400 kilos de ciment Portland artificiel et de 1.100 litres de gravillon 0/5.

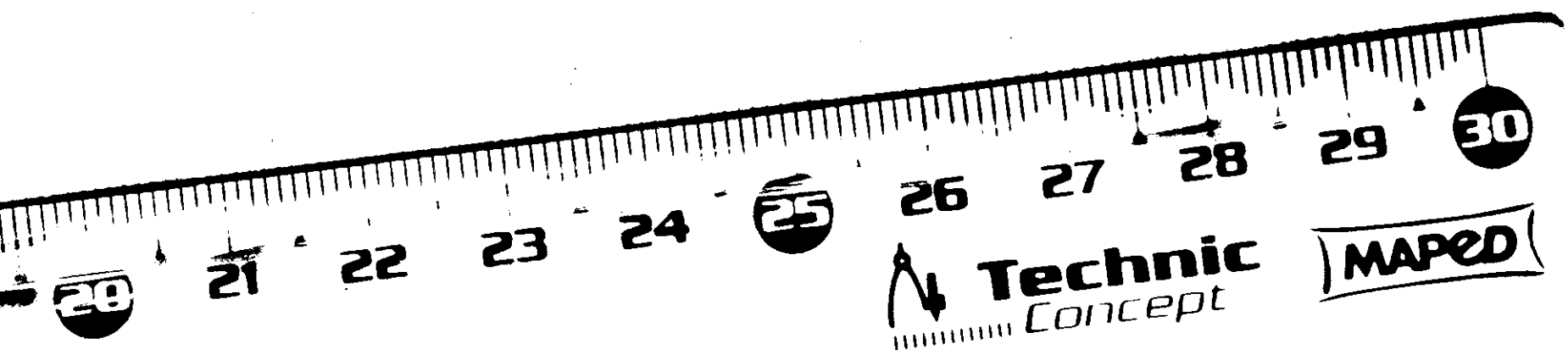
Les dalles de séparation entre les cases seront, au gré des concessionnaires, en béton armé de 5 centimètres d'épaisseur ou en pierre bleue sciée sur les deux faces de 5 centimètres d'épaisseur.

Tous les fers seront attachés entre eux, avant bétonnage, dans toutes les règles de l'art.

Art. 127. — Les concessionnaires ou les constructeurs doivent faire enlever et conduire sans délai, soit aux endroits qui sont désignés par l'un des agents du cimetière, soit au dehors, les terres provenant des fouilles. Dans le dernier cas, les terres ne peuvent sortir du cimetière qu'après que les agents se soient assurés qu'elles ne contiennent aucun ossement.

Art. 101. — .....

Art. 102. — .....



Art. 103. — .....

Art. 128. — Les caveaux doivent être achevés dans les trois ois de la demande de la concession. Dès que la tranchée est ite, les concessionnaires ou les constructeurs commencent médiatement les travaux de construction du caveau et les ntinuent sans interruption jusqu'à leur complet achèvement.

Le placement du monument ne peut être entamé avant chèvement des travaux souterrains.

Art. 129. — Les matériaux sont apportés au fur et à mesure s besoins ; ils sont déposés provisoirement à proximité des vaux aux emplacements désignés par le dirigeant du cimeire ou son délégué.

Les pierres doivent être taillées et prêtes à être placées médiatement ; elles ne peuvent être retravaillées au cimeire. Il en est de même des pièces en béton.

L'entrée des matériaux et des pierres destinées à l'érection caveaux et de monuments funéraires est interdite le dimanche et les jours fériés ainsi que les samedis après-midi et tous autres jours entre 12 et 14 heures.

Le béton, le ciment et le mortier ne peuvent être déversés ème le chemin. Ils doivent être fabriqués ou déposés sur lateaux ou dans des bacs ou tous autres récipients conve- à cet effet.

s cas imprévus et les travaux divers : transformations de uments, médaillons à incruster, vases à fixer, etc., et qui ssitent un travail de ciselure ou de taille quelconque des rres existantes, doivent faire l'objet d'une demande spéciale essée à l'Administration. L'autorisation, éventuellement trovée, mentionne, dans chaque cas, si les travaux projetés uvent ou ne peuvent pas être exécutés au cimetière.

Le dirigeant du cimetière ou le membre de son personnel signé à cet effet, veille à ce qu'il ne soit pas fait usage de tériaux prohibés par les dispositions du présent règlement.

Il constate les contraventions, fait arrêter les travaux et en forme immédiatement son chef hiérarchique.

Art. 130. — L'approche des fouilles pratiquées pour l'établissement des sépultures, caveaux ou vestibules souterrains

Art. 104. — .....

Art. 105. — Immédiatement après l'achèvement des vaux, les concessionnaires ou les constructeurs doivent barrasser les chemins et les pelouses de tous matériaux, déc bres, déchets, etc., faire nettoyer les abords des monum et remettre en bon état les lieux où les travaux ont été cutés. Faute de ce faire, dans les cinq jours, sous rés de ce qui est prescrit aux articles 68 et 69 du présent rè ment, il y est procédé d'office aux frais des intéressés, préjudice de l'application des pénalités de droit.

.....

Art. 106. — .....

Art. 107. — .....

en construction doit être défendue au moyen d'obstacles visibles, par les soins des concessionnaires ou des constructeurs.

Art. 131. — Les échafaudages nécessaires doivent être dressés de manière à ne point nuire aux constructions ni aux plantations voisines. Aucun dépôt, même momentané, de terre, matériaux, outils, etc., n'est permis sur les tombes. Il est défendu de déplacer ou d'enlever, sous aucun prétexte, les signes funéraires existant aux abords de la construction, sans l'assentiment de l'Administration.

Art. 132. — Immédiatement après l'achèvement des travaux, les concessionnaires ou les constructeurs doivent débarrasser les chemins et les pelouses de tous matériaux, décombres, déchets, etc., faire nettoyer les abords des monuments et remettre en bon état les lieux où les travaux ont été exécutés. Faute de ce faire, dans les cinq jours, sous réserve de ce qui est prescrit aux articles 96 et 97 du présent règlement, il y est procédé d'office aux frais des intéressés, sans préjudice de l'application des pénalités de droit.

Les canivaux, s'il y a lieu, doivent être replacés à la pente voulue, selon les indications du dirigeant du cimetière ou de son délégué.

Aucune inhumation ne peut avoir lieu dans les caveaux sans que les travaux prévus au présent article n'aient été effectués.

Art. 133. — Il est interdit d'attacher des cordages aux arbres, d'y appuyer des instruments ou échafaudages, de déposer à leur pied des matériaux de construction et généralement de leur causer aucune détérioration.

Art. 134. — A défaut par les concessionnaires et les constructeurs de se conformer aux dispositions énumérées dans les articles précédents, le dirigeant du cimetière ou son délégué fait arrêter les travaux et rend immédiatement compte à son chef hiérarchique des motifs qui ont provoqué cette mesure. Les travaux ne peuvent être repris qu'avec l'autorisation du Bourgmestre et aux conditions spéciales que celui-ci détermine, le cas échéant.

Art. 108. — .....

Art. 109. — .....

Art. 110. — Aucune voiture ou camion servant au transport des matériaux ne peut pénétrer dans les cimetières sans l'autorisation des dirigeants ou de leurs délégués. Leur circulation y est interdite le dimanche et les jours fériés. Lorsqu'ils sont admis dans les cimetières, ils suivent les chemins désignés par les agents de l'Administration. Sauf pour les besoins du Service des Inhumations, la circulation des véhicules à bandage non pneumatique, quels qu'ils soient, ainsi que ceux dont le poids au sol est supérieur à 10.000 kg, ou dont la largeur est supérieure à 2 m 25, est interdite dans les cimetières.

.....

Lorsque les concessionnaires et ayants droit ou leurs entrepreneurs qui les représentent n'auront pas donné suite dans les cinq jours aux injonctions du dirigeant du cimetière ou de son délégué, visant à faire respecter le présent règlement, des mesures d'office pourront être prises par l'Administration aux frais, risques et périls des concessionnaires ou ayants droit, sans préjudice d'autres mesures qui pourraient être prises, telles que l'interdiction de toute inhumation ultérieure dans les concessions

D'autre part, il ne sera plus donné de nouvelle autorisation pour tout travail ou placement de monument à exécuter par un entrepreneur qui ne respecte pas le règlement, qui néglige notamment de parfaire un travail ou ne procède pas au remplacement d'un monument non autorisé par le présent règlement, dans le délai de cinq jours après la première mise en demeure.

Art. 135. — Les concessionnaires et les constructeurs sont responsables de tout accident qui serait le résultat de leur négligence ou de leur imprudence.

Art. 136. — Tout dégât ou tout dommage causé aux plantations, chemins ou tombes est immédiatement constaté de manière que l'Administration et les familles intéressées puissent en poursuivre la réparation, sans préjudice de l'application des pénalités de droit.

Art. 137. — Aucun véhicule servant au transport des matériaux ne peut pénétrer dans les cimetières sans l'autorisation des dirigeants ou de leurs délégués. Leur circulation y est interdite les dimanches et les jours fériés ainsi que les samedis après-midi. Lorsqu'ils sont admis dans les cimetières, ils suivent les chemins désignés par les agents de l'Administration. Sauf pour les besoins du Service des Inhumations, la circulation des véhicules à bandage non pneumatique, quels qu'ils soient, ainsi que ceux dont le poids maximum autorisé est supérieur à 10.000 kilos, ou dont la largeur est supérieure à 2,25 m, est interdite dans les cimetières.

Les voitures ou camions doivent être déchargés immédiatement et conduits hors du cimetière dès que le déchargement est achevé.

Prescriptions relatives aux caveaux du type A (avec vestibule souterrain)

Art. 111. — .....

Art. 112. — .....

Art. 113. — ....

Sur les allées carrossables, les véhicules, quels qu'ils soient, ne peuvent emprunter que la partie pavée ou asphaltée à l'exclusion des accotements.

En temps de dégel, toute circulation de voitures ou camions peut être interdite dans les cimetières.

Prescriptions relatives aux caveaux du type A (avec vestibule souterrain)

Art. 138. — Après l'inhumation, l'entrée de la case est hermétiquement fermée par un mur d'une brique placée sur champ, recouvert d'une couche de ciment de 2 cm. d'épaisseur.

Les concessionnaires doivent faire déposer dans le caveau les briques destinées aux fermetures des cases.

Art. 139. — Les murs extérieurs des caveaux doivent être continués pour supporter un plateau en béton armé de 15 cm. d'épaisseur, dont la partie supérieure est au niveau du sol.

Le mur antérieur du caveau doit supporter une pierre bleue, dite marche de propreté, de 15 cm. de hauteur, de 10 cm. de largeur et d'une longueur égale à la largeur du monument. Cette marche de propreté, qui doit être sciée sur toutes les faces visibles, est maçonnée dans le mur et est tenue à l'aide de deux agrafes. La face antérieure de cette marche doit être ciselée sur une hauteur de 5 cm. (partie supérieure). Elle sera d'une pièce pour les caveaux simples et pourra être de deux pièces pour les caveaux doubles ou triples.

Art. 140. — L'accès aux cases des caveaux a lieu par un vestibule souterrain construit par les concessionnaires et à leurs frais.

Ce vestibule a 2 m. 20 de longueur intérieure et comme largeur et profondeur, les dimensions en largeur et profondeur du caveau lui-même.

Le fond du vestibule est constitué par la prolongation du radier de béton formant la fondation du caveau.

Art. 114. — .....

Les pièces formant l'encadrement de 18 cm × 22 cm seront convenablement assemblées.

.....

Prescriptions relatives aux caveaux du type B (sans vestibule souterrain)

Art. 115. — .....

Il est formé dans les murs latéraux, à la hauteur des troisième et cinquième cases, des corbeaux destinés à la pose des engins nécessaires pour l'introduction des cercueils dans les cases supérieures du caveau. Ces corbeaux ont 15 cm. × 15 cm. × 20 cm. avec entaille de 9 cm. pour le logement des poutrelles d'échafaudage. Ces poutrelles sont à fournir par les concessionnaires lorsque la construction comprend plus de trois rangées de cases.

Art. 141. — L'entrée du vestibule est fermée par un dallage composé de six pièces en béton armé vibré posé dans un encadrement de même matière avec une battée de quatre centimètres.

Les pièces formant l'encadrement seront convenablement assemblées.

Les dalles ont une largeur de 92 cm. et une épaisseur de 8 cm. ; elles doivent s'emboîter exactement au moyen d'une battée de 3 cm. ; elles sont mobiles, de manière qu'à chaque inhumation elles puissent être enlevées et que les cercueils puissent être introduits dans la position horizontale.

La dalle antérieure sera munie d'un anneau en bronze de 8 cm. de diamètre intérieurement.

Dans les caveaux de plusieurs rangées de cases, il suffit d'une ligne de dalles mobiles ; l'autre partie du vestibule est fermée par une dalle fixe en béton armé de 10 cm. d'épaisseur minimum.

Le vestibule sera recouvert de terre jusqu'au niveau du sol.

Prescriptions relatives aux caveaux du type B (sans vestibule souterrain)

Art. 142. — Il est établi une ouverture souterraine du côté de l'avenue ou du chemin, à hauteur d'une des cases supérieures du caveau. Elle est fermée par une dalle en pierre bleue sciée sur les deux faces ou en béton armé vibré et munie d'un anneau en bronze de 8 cm. de diamètre intérieurement.

Art. 116. — .....

CHAPITRE VII

Dispositions concernant les galeries funéraires

Art. 117. — La Ville assume l'entretien des galeries funéraires ainsi que des monuments et des plaques placés par ses soins.

En acquérant la concession, le concessionnaire s'engage à faire placer contre la cellule concédée, dans un délai de trois mois, une plaque funéraire du modèle imposé par l'Administration.

Les plaques funéraires doivent porter le numéro d'ordre.

Les concessionnaires sont responsables des accidents qui peuvent résulter de la chute des plaques. Toute plaque brisée ou mise hors d'état de servir, pour quelque cause que ce soit, doit être immédiatement remplacée.

L'entretien des inscriptions faites sur les plaques extérieures placées éventuellement par la Ville et celui des plaques intérieures incombe aux concessionnaires.

Cette dalle est posée dans un encadrement en pierre bleue ou en béton armé avec battée de 3 cm. × 5 cm. Les pierres formant encadrement ont au minimum 10 cm. de largeur et 15 cm. d'épaisseur. Elles sont convenablement agrafées par des agrafes en cuivre logées et plombées dans la pierre.

Art. 143. — Au cimetière de Laeken, chaque caveau est pourvu d'un caniveau en pierre bleue de 50 cm. de largeur, prenant toute la largeur de la concession. Ce caniveau repose sur une maçonnerie de deux tas de briques ou sur un appui en béton armé courant tout le long du caveau et interrompue à l'endroit du châssis d'ouverture du caveau.

Le joint existant entre ce caniveau et le monument doit être cimenté.

CHAPITRE VII

Dispositions concernant les columbariums et les galeries funéraires

Art. 144. — La Ville assume l'entretien des columbariums et des galeries funéraires ainsi que des monuments et des plaques placés par ses soins.

L'entretien des inscriptions incombe aux familles.

En acquérant un emplacement dans les galeries funéraires, la famille s'engage à faire placer contre la cellule, dans un délai de trois mois, une plaque funéraire portant le numéro d'ordre, et du modèle imposé par l'Administration.

Les familles sont responsables des accidents qui peuvent résulter de la chute de ces plaques. Toute plaque brisée ou mise hors d'état de servir, pour quelque cause que ce soit, doit être immédiatement remplacée.

Art. 118. — Sauf ce qui est dit à l'article 119 ci-après, il est interdit de placer le long des galeries funéraires aucun objet, tels que prie-Dieu, chaises, bacs à fleurs, vases, etc. Les couronnes, fleurs, etc. déposées ou suspendues dans les galeries devant les cellules concédées ne peuvent cacher ni entièrement ni partiellement les concessions voisines. Les fleurs seront enlevées aussitôt fanées.

Art. 119. — .....

Art. 120. — .....

Art. 121. — .....

Art. 122. — Sous réserve de ce qui est prescrit aux articles 85 et 86 du présent règlement, les plans des monuments

Art. 145. — Aucun objet ne peut être suspendu ou placé devant une case du columbarium.

Toutefois, quelques fleurs peuvent être placées dans un vase conforme au modèle imposé par l'Administration.

Art. 146. — Sauf ce qui est dit à l'article 147 ci-après, il est interdit de placer dans les columbariums et le long des galeries funéraires aucun objet, tels que prie-Dieu, chaises, bacs à fleurs, vases, etc. Les couronnes, fleurs, etc. déposées ou suspendues dans les galeries devant les cellules concédées ne peuvent cacher ni entièrement ni partiellement les concessions voisines. Les fleurs seront enlevées aussitôt fanées.

Art. 147. — En cas d'autorisation de placement de tringles destinées à la suspension de couronnes ou de vases devant recevoir des fleurs, ces objets ne peuvent dépasser les dimensions de la concession. Les tringles garnies et les vases ne peuvent faire saillie à plus de 30 cm. du mur et leur projection dans le plan vertical doit se trouver sur la plaque.

Art. 148. — Les objets en état de vétusté sont enlevés d'office par les soins de l'Administration et tenus pendant quinze jours à la disposition des familles. Les fleurs fanées sont enlevées d'office et détruites.

Les concessionnaires peuvent, à titre précaire et révocable, être autorisés à établir des corbeilles sur les monuments érigés sur les anciennes galeries du cimetière de Laeken. Si ces corbeilles cessaient d'être entretenues, elles devraient être enlevées ou la Ville procéderait d'office à leur enlèvement.

Art. 149. — Chaque concessionnaire peut faire graver une inscription à la place qui est désignée sur la pierre tumulaire que la Ville fait placer et entretenir au-dessus des cellules concédées isolément.

La réparation de tous dégâts occasionnés par l'exercice de cette faculté est à la charge du concessionnaire.

Art. 150. — Sous réserve de ce qui est prescrit aux articles 113 et 114 du présent règlement, les plans des monuments

extérieurs surmontant les séries réservées de cellules sont soumis à l'appréciation du Collège.

Ces plans, dûment cotés, seront préalablement datés et signés par les concessionnaires.

L'érection de ces monuments ainsi que leur entretien incombent aux familles.

REGLEMENT SUR LES CONCESSIONS DE SEPULTURE

CHAPITRE IV

Caveaux d'attente

Art. 30. — Sous réserve de ce qui est prévu à l'article 31 du présent règlement, des caveaux d'attente établis dans les cimetières de la Ville sont mis à la disposition des familles pour le dépôt provisoire des corps ou des urnes cinéraires :

.....

Art. 31. — .....

En ce qui concerne le cimetière de Laeken, le tarif prévu sera celui du cimetière de Bruxelles majoré du prix du transfert dans cette nécropole au moyen d'un corbillard de quatrième classe.

.....

de cellules extérieurs surmontant les séries réservées de cellules sont soumis à l'appréciation du Collège.

blement des Ces plans, dûment cotés, seront préalablement datés et signés par les concessionnaires.

e leur ent L'érection de ces monuments ainsi que leur entretien incombent aux familles.

ULTURE

CHAPITRE VIII

Caveaux d'attente

évu à l'arti *Art. 151.* — Sous réserve de ce qui est prévu à l'article établis dans 152 du présent règlement, des caveaux d'attente établis dans tion des fam les cimetières de la Ville sont mis à la disposition des familles urnes cinéra pour le dépôt provisoire des corps ou des urnes cinéraires :

1° à placer dans les caveaux de famille ;

2° devant être transportés ultérieurement en province ou à l'étranger.

Le séjour d'un corps dans les caveaux d'attente est soumis au paiement anticipatif d'une redevance fixée au tarif des redevances diverses.

Art. 152. — Aucun corps, aucune urne cinéraire ne peut être déposée dans un caveau d'attente que moyennant le dépôt préalable d'une provision égale aux prix d'une concession temporaire individuelle de cinquante ans du taux le moins élevé existant dans le cimetière, compte tenu de la qualité d'habitant ou d'étranger à la circonscription ou à la Ville.

n. le tarif pr En ce qui concerne le cimetière de Laeken, le tarif prévu u prix du tra sera celui du cimetière de Bruxelles, majoré du prix du transbillard de t fert dans cette nécropole au moyen d'un corbillard de troisième classe.

La provision prévue au présent article n'est pas exigée lorsque le corps ou les cendres à placer dans un caveau

Art. 32. — .....

Art. 33. — .....

Art. 34. — .....

TITRE IV

DES DEPOTS MORTUAIRES ET MORGUES

Art. 123. — .....

l'attente peuvent être normalement inhumées dans une concession existante ou nouvellement acquise dans le cimetière où doit avoir lieu le dépôt.

Cette disposition n'est d'application que pour autant que la personne défunte possède une place nominativement désignée dans un caveau de famille.

Art. 153. — Le séjour des corps dans les caveaux d'attente ne peut dépasser le terme de trois mois, à moins d'une autorisation spéciale du Bourgmestre, délivrée pour motifs exceptionnels.

Art. 154. — Si, à l'expiration du terme, les familles n'ont pas pris les mesures pour l'inhumation définitive, le corps ou l'urne est inhumé d'office dans une concession du prix correspondant au montant de la provision déposée.

Art. 155. — En ce qui concerne les corps déposés dans les caveaux d'attente, au cas où l'enveloppe cesserait d'être parfaitement étanche, la famille intéressée sera invitée à prendre les mesures requises.

A défaut de se conformer dans les quarante-huit heures aux ordres donnés à cet effet par l'Administration, le corps sera inhumé d'office dans une concession du prix correspondant à la provision versée.

MORGUES

TITRE IV

DEPOTS MORTUAIRES ET MORGUES

Art. 156. — Il est établi, tant en ville que dans les cimetières de la capitale, des dépôts mortuaires qui peuvent être également utilisés en guise de morgues.

Les installations spéciales aménagées au dépôt mortuaire situé rue aux Laines, 103, en vue de procéder aux autopsies, portent le nom d'Institut de Médecine légale.

A. — Destination de ces établissements

Art. 124. — .....

Art. 125. — Le séjour d'un corps au dépôt mortuair est soumis au paiement de la redevance fixée par le Collèg des Bourgmestre et Echevins lorsque la dépouille mortell a été transportée au dit établissement à la demande de l famille ou des personnes intéressées.

Aucune redevance ne doit être payée lorsque le transpo du corps au dépôt mortuaire constitue une mesure de polic ou est ordonné par la Ville de Bruxelles.

Sauf autorisation spéciale du Bourgmestre, le séjour de corps aux dépôts mortuaires ne peut être prolongé au delà d deux jours.

Art. 126. — .....

Art. 127. — .....

Art. 128. — .....

A. — Destination de ces établissements

Art. 157. — Les dépôts mortuaires sont destinés à recevoir les corps des personnes décédées qui ne peuvent être conservés à domicile ou au lieu où ils ont été découverts.

Ils servent également, sous le nom de morgues, à recevoir les corps de personnes inconnues aux fins d'identification.

Art. 158. — Le séjour d'un corps au dépôt mortuaire est soumis au paiement d'une redevance lorsque la dépouille mortelle a été transportée au dit établissement à la demande de la famille ou des personnes intéressées.

Aucune redevance ne doit être payée lorsque le transport du corps au dépôt mortuaire constitue une mesure de police ou est ordonné par la Ville de Bruxelles.

Sauf autorisation spéciale du Bourgmestre, le séjour des corps aux dépôts mortuaires ne peut être prolongé au-delà de quatre jours, ce délai pouvant être réduit éventuellement pour des raisons de salubrité.

Art. 159. — Les dépôts mortuaires sont également destinés à y pratiquer les autopsies ordonnées ou autorisées par l'autorité judiciaire. S'il s'agit d'autopsies opérées à l'appui d'actions civiles, les frais de séjour du corps dans le dépôt mortuaire, les frais d'utilisation de la salle d'autopsie ainsi que les autres frais éventuels sont à charge des familles ou des personnes intéressées. Les familles ne sont pas autorisées à voir les corps après l'autopsie.

Art. 160. — Les dépôts mortuaires établis dans les cimetières sont encore utilisés pour y déposer des corps au sujet de l'inhumation desquels l'Administration doit décider, soit que ces corps aient été amenés au cimetière sans permis d'inhumer, soit pour toute autre raison à apprécier par la ville.

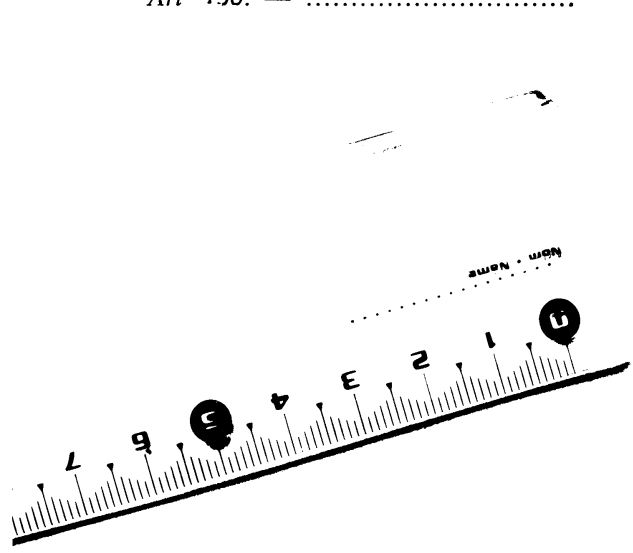
Art. 161. — Sauf dans des cas exceptionnels dus aux circonstances, les dépôts mortuaires sont ouverts aux familles de 8 à 17 heures.

Art. 129. — Le gardien du dépôt mortuaire, 103, rue au
Laines, tient un registre coté et paraphé par l'Echevin qui
le Service des Inhumations dans ses attributions. Il y inscr
jour par jour et au moment de la réception des corps, sar
blanc ni lacune :

....

B. — Transports de corps aux depôts mortuaires

Art 130. — .....



Art. 162. — Le gardien du dépôt mortuaire, 103, rue aux Laines, tient un registre dont les pages sont numérotées. Il y inscrit jour par jour et au moment de la réception des corps, sans blanc ni lacune :

1° Les nom et prénoms des personnes dont le corps est amené à son établissement ;

2° Le domicile ;

3° Le numéro et la date du réquisitoire de police et le nom du signataire de ce document ;

4° Le jour et l'heure de la réception ;

5° Le jour et l'heure du transport ainsi que le lieu de destination.

Le dirigeant du cimetière inscrit immédiatement au registre des inhumations les noms des personnes dont le corps est amené au dépôt mortuaire du champ de repos.

B. — Transports de corps aux dépôts mortuaires

Art. 163. — En cas de décès, les familles ou, à défaut de celles-ci, toute personne intéressée, peuvent demander le transport immédiat du défunt au dépôt mortuaire. Elles en font la demande au Service des Inhumations ou au commissariat de police de la division.

Si la demande est faite au Service des Inhumations, celui-ci en informe le Service de l'Etat civil compétent qui provoque, avant que le transport puisse avoir lieu, la constatation d'urgence du décès par le médecin de l'Etat civil. Si la demande est faite au commissariat de police, l'officier de service requiert un médecin pour procéder à cette constatation avant l'enlèvement du corps.

En cas de mort subite ou violente, la demande de transport ne peut être faite qu'à la police.

Ces règles sont applicables dans tous les cas, que le décès se soit produit au domicile du défunt ou ailleurs.

Art. 131. — Il est interdit d'envoyer au dépôt mortuaire, 103, rue aux Laines :

1° Les cadavres exhumés ;

2° Les cadavres en putréfaction ;

3° Les corps des personnes décédées à la suite d'une maladie infectieuse et transmissible citée à l'article 132 du présent règlement.

Ces corps doivent être dirigés vers les dépôts mortuaires des cimetières.

Art. 132. — Le transport des corps doit être effectué aux dépôts mortuaires des cimetières :

a) En cas de décès dû soit à l'une des maladies considérées comme pestilentielles (choléra, peste, variole, typhus exanthématique, typhus récurrent), soit au charbon bactéridien, soit à la morve ou au farcin, ou lorsque la prophylaxie d'autres maladies infectieuses l'exige ;

b) Lorsque la salubrité publique l'impose.

Art. 133. — .....

Art. 134. — .....

Art. 135. — .....

Art. 164. — Il est interdit d'envoyer au dépôt mortuaire, 103, rue aux Laines :

1° Les cadavres exhumés ;

2° Les cadavres en état de putréfaction ;

3° Les corps des personnes décédées à la suite d'une maladie infectieuse et transmissible.

Ces corps doivent être dirigés vers les dépôts mortuaires des cimetières.

Art. 165. — Le transport des corps doit être effectué aux dépôts mortuaires des cimetières :

a) En cas de décès dû à une maladie considérée comme pestilentielle ou lorsque la prophylaxie d'autres maladies infectieuses l'exige ;

b) Lorsque la salubrité publique l'impose.

Art. 166. — L'envoi des corps aux dépôts mortuaires des cimetières est fait immédiatement dans les cas prévus à l'article précédent à la suite d'une première constatation du décès effectuée d'urgence par un médecin requis par la police.

Art. 167. — Sauf dans les cas prévus par l'article 81 du Code civil, si la première constatation de décès n'a pas été faite par le médecin de l'Etat civil, ce praticien se rend d'urgence au lieu de dépôt du cadavre pour procéder à la constatation officielle du décès. La mise en bière n'a lieu qu'après cette constatation.

Dans aucun cas, l'inhumation ne peut être effectuée avant la délivrance du permis d'inhumation par l'Officier de l'Etat civil.

Art. 168. — L'enlèvement des corps et leur transport aux dépôts mortuaires est effectué normalement au moyen d'un fourgon mortuaire par le personnel du Service des Inhumations.

Art. 136. — .....

Dispositions communes aux littera A et B du Titre IV

Art. 137. — .....

Art. 138. — .....

Le règlement-tarif sur les transports funèbres est applicable à ces transports lorsqu'ils sont effectués à la demande des familles ou des personnes intéressées. Ils sont effectués gratuitement lorsqu'ils constituent une mesure de police ou qu'ils sont ordonnés par la Ville, notamment pour des raisons de salubrité publique.

Art. 169. — Lorsqu'une personne décède inopinément sur la voie publique, dans un établissement public ou dans tout autre lieu où le corps ne peut être maintenu, le transport immédiat au domicile du défunt est autorisé à condition que :

1° le décès ait été constaté par un médecin requis par la police, à défaut du médecin de l'Etat civil ;

2° la famille ait été avisée.

Ces dispositions sont applicables aux personnes décédées à Bruxelles. Si le défunt n'habite pas la Ville, la commune lieu du domicile devra, après avoir été prévenue téléphoniquement par la police, autoriser le transfert du corps sur son territoire. Le règlement-tarif sur les transports funèbres est également applicable à ce transport.

Dans le cas où ces conditions ne sont pas remplies, le corps d'une personne décédée, comme il est dit au premier alinéa du présent article, est transporté au dépôt mortuaire, sur réquisitoire de la police, après constatation du décès par le médecin de l'Etat civil ou, à son défaut, par un autre médecin requis par la police. Dans ce dernier cas, la constatation officielle du décès par le médecin de l'Etat civil a lieu au dépôt mortuaire.

B du Tit.

Dispositions communes aux littera A et B du Titre IV.

Art. 170. — Le transport aux dépôts mortuaires ou aux morgues s'effectue au moyen du corbillard lorsque la mise en bière à domicile a été autorisée. Sinon, il est effectué au moyen d'un fourgon mortuaire, à l'exclusion de tout autre véhicule.

Art. 171. — La mise en bière des corps est effectuée aux dépôts mortuaires par les soins de la famille ou, à son défaut,

Art. 139. — .....

REGLEMENT
CONCERNANT LES PELOUSES D'HONNEUR
DANS LES CIMETIERES

Art. premier. — .....

Art. 2. — .....

Art. 3. — L'inscription à graver sur la stèle est faite par les soins de l'Administration communale et à ses frais.

Il ne peut rien être attaché à la stèle, le placement de porte-couronnes ou de vases quelconques est interdit, ainsi

par ceux du personnel du Service des Inhumations. Dans ce dernier cas, les cercueils nécessaires sont prélevés sur la réserve existant dans les dépôts.

Les corps soumis à autopsie ne peuvent être mis en bière que par les agents de l'Administration.

Art. 172. — Le gardien du dépôt mortuaire, 103, rue aux Laines, et les dirigeants des cimetières sont chargés, sous la direction immédiate du Service d'hygiène, de l'exécution des mesures prescrites pour prévenir la décomposition rapide des corps, pour assurer la désinfection, l'assainissement et la propreté des locaux.

TITRE V

PELOUSES D'HONNEUR

Art. 173. — Des pelouses d'honneur sont prévues dans les cimetières de la Ville pour l'inhumation des dépouilles mortelles des anciens combattants et assimilés de la guerre 1914-1918 et des anciens combattants belges et alliés, des prisonniers civils et des membres des groupements de résistance officiellement reconnus et assimilés de la guerre 1940-1945, morts au Champ d'honneur ou décédés des suites de blessures reçues ou d'affections contractées durant les campagnes.

Les inhumations en pelouse d'honneur ne sont plus autorisées respectivement depuis le 1er janvier 1925 et le 1er janvier 1964.

Art. 174. — Le seul signe distinctif des tombes est la stèle du type déterminé par l'Administration et fournie par celle-ci, à l'exclusion de tout autre ornementation.

Art. 175. — L'inscription à graver sur la stèle est faite par les soins de l'Administration communale et à ses frais.

Il ne peut rien être attaché à la stèle. Le placement de porte-couronnes ou de vases quelconques est interdit, ainsi que

que l'ornementation à l'aide de gravier, de ciment, de gazo de buis, etc.

Seul le dépôt de fleurs est autorisé.

Art. 4. — Les mesures de police générales inscrites da le règlement sur les inhumations sont applicables aux pelou d'honneur pour autant que les présentes n'y dérogent.

L'Administration communale se réserve le droit de prenc telles dispositions qu'elle jugera utiles, tant au point de v de la police des pelouses d'honneur qu'à ceux de leur ent tien et de leur esthétique.

TITRE V

PENALITES

Art. 140. — .....

DISPOSITION FINALE

Art. 141. — La réglementation antérieure relative même objet est abrogée.

Délibérations du Conseil communal des 7 décembre 19 et 31 mai 1965 prises pour notification par la Députation p manente du Conseil provincial du Brabant les 14 janvier 19 et 8 juillet 1965, publiées et affichées à Bruxelles les 30 cembre 1964 et 28 juin 1965.

l'ornementation à l'aide de gravier, de ciment, de gazon, de buis, etc.

Seul, le dépôt de fleurs est autorisé.

Art. 176. — L'Administration communale se réserve le droit de prendre telles dispositions qu'elle jugera utiles, tant au point de vue de la police des pelouses d'honneur qu'à ceux de leur entretien et de leur esthétique.

TITRE VI

PENALITES

Art. 177. — Les infractions aux dispositions qui précèdent seront punies des peines de police, sans préjudice des autres peines prévues par les lois et des mesures à prendre en vertu du présent règlement.

Les fonctionnaires et agents du Service des Inhumations qualifiés à cet effet ont pour mission de signaler ces infractions.

DISPOSITION FINALE

Art. 178. — La réglementation antérieure relative au même objet est abrogée.

Het reglement op de begrafenissen en de lijkverbranding, alsook het reglement op de grondconcessies voor grafsteden, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 7 december 1964, moeten aangepast worden aan de wetgeving van 20 juli 1971 op de begrafenissen en de grafsteden, vooral wat de uitstrooiing van de as, het columbarium en de hernieuwing van concessies betreft.

Het College heeft dan ook de eer U voor te stellen, Dames en Heren, bijgevoegd nieuw reglement, dat alle voorgaande bepalingen inhoudt betreffende de begrafenissen, de lijkverbranding, de concessies voor grafsteden en de ereperken, met uitzondering van het tarief van de concessies dat opgenomen werd in een afzonderlijk tarief-reglement, goed te keuren.

Nom · Name

OUDE TEKST

VERORDENING OP DE BEGRAFENISSEN EN DE LIJKENVERBRANDINGEN

TITEL EEN

ALGEMENE BEPALINGEN

HOOFDSTUK EEN

Over het begrafenispersoneel.

Artikel één. — Het personeelskader bepaalt het aanta ambtenaren, beambten en werklieden aan de Dienst de Begrafenissen verbonden, hun graad en hiërarchische rang.

Art. 2. — Er wordt, in elk districtskantoor de begrafenis sen een register gehouden, genummerd en geparafeerd doc de Schepen onder wiens leiding de Begrafenisdienst staa In dit register worden dag voor dag, zonder tussenruimte, a de door de Ambtenaar van de Burgerlijke Stand afgegeve verloven tot teraardebestelling ingeschreven wat betreft :

1° De in het district overkomen overlijdens ;

2° De overlijdens buiten het district overkomen maar voo de lichamen in een der begraafplaatsen van het district t begraven.

Worden er in aangeduid : de plaats der teraardebestellin en de wijze van vervoer.

Bovendien zal men in dit register de aanduidingen over schrijven, verschaft door de beheerders der begraafplaatse en die voor de dienst noodzakelijk zijn, voornamelijk, he

NIEUWE TEKST

REGLEMENT OP DE BEGRAFENISSEN EN DE LIJKVERBRANDINGEN

TITEL EEN

ALGEMENE BEPALINGEN

HOOFDSTUK EEN

Personeel van de Begrafenissen.

Artikel één. — Het personeelskader bepaalt het aantal ambtenaren, beambten en werklieden verbonden aan de Dienst der Begrafenissen, hun graad en hiërarchische rang.

Art. 2. — De Begrafenissendienst houdt een register bij met genummerde bladzijden waarin, dag na dag, zonder witte tussenvlakken noch hiaten, alle concessies tot teraardebestelling worden ingeschreven betreffende :

1° de op het grondgebied van de Stad overkomen overlijdens ;

2° de in een andere gemeente overkomen overlijdens maar waarvoor de lichamen moeten bijgezet worden in een der begraafplaatsen van de Stad.

Worden er in aangeduid : de plaats en de wijze van teraardebestelling evenals de aard van het gebruikte vervoer.

Bovendien zal men in dit register de aanduidingen overschrijven, verschaft door de beheerders der begraafplaatsen en noodzakelijk voor de dienst.

Dezelfde boeken worden in elke begraafplaats bijgehouden.

plaatsen en wegnemen van monumenten en graftekens voo gewone graven. Voor de vergunningen worden deze aandui dingen geschreven in een bijzonder daartoe bestemd register

Dezelfde boeken worden in elke begraafplaats gehouder

Art. 3. — Ambtenaren van de Begrafenisdienst zijn in he bijzonder belast met het buitentoezicht der lijkstoeten (mate rieel en personeel).

Art. 4. — Bedienden worden in het bijzonder belast me de bewaking en het onderhoud der lijkwagens, van het mate rieel, enz. : ze zorgen voor het naleven der bestekken van d in gang zijnde aannemingen, voor de leveringen.

Zij werken mede aan de goede gang van de dienst doc het uitvoeren van elk werk dat hun zou kunnen toevertrouw worden.

Art. 5. — De begrafenisleiders zijn belast met het to zicht over de verrichtingen die in het sterfhuis plaats hebbe en met de leiding en de tucht der lijkstoeten. Zij wonen he lichten en het vervoer der lijken bij en zorgen voor de stipt naleving der begrafenisverordeningen en der maatregelen be volen door het Bestuur. Te dien einde voeren zij de bevele uit van hun hiërarchische meerderen.

Onder de dragers worden er, door het College, plaatsve vangende begrafenisleiders aangesteld die de begrafenisleide vervangen wanneer de dienst zulks vergt. Deze beambten zij uitgerust zoals de werkelijke begrafenisleiders en vervulle dezelfde functies.

Art. 6. — De autobestuurders, de dragers en de plaat vervangende dragers staan onder het gezag en het onmidde lijk toezicht der begrafenisleiders en, gebeurlijk, der plaatsve vangende begrafenisleiders.

Het lid van het College dat de Begrafenisdienst onder zij bevoegdheid heeft, kan onder de werklieden der begraaf plaatsen plaatsvervangende dragers aanstellen die opgeroepe worden wanneer de dienst het vereist.

Art. 3. — Ambtenaren van de Begrafenissendienst zijn in het bijzonder belast met het buitentoezicht der lijkstoeten (materieel en personeel).

Art. 4. — Bedienden worden in het bijzonder belast met de bewaking en het onderhoud der lijkwagens, van het materieel, enz. : ze zorgen voor het naleven der bestekken van de in gang zijde aannemingen, voor de leveringen.

Zij werken mee aan de goede gang van de dienst door het uitvoeren van elk werk dat hun zou kunnen toevertrouwd worden.

Art. 5. — De stoetleiders zijn belast met het toezicht over de verrichtingen die in het sterfhuis plaats hebben en met de leiding en de tucht der lijkstoeten. Zij wonen het lichten en het vervoer der lijken bij en zorgen voor de stipte naleving van de begrafenissenreglementen en van de door het Bestuur opgelegde maatregelen. Daartoe voeren zij de bevelen uit van hun hiërarchische meerderen.

Onder de dragers worden er, door het College, plaatsvervangende stoetleiders aangesteld die de stoetleiders vervangen wanneer de dienst dit vereist. Deze beambten zijn uitgerust zoals de werkelijke stoetleiders en vervullen dezelfde functies.

Art. 6. — De autobestuurders en de dragers staan onder het gezag en het onmiddellijk toezicht der stoetleiders en, in voorkomend geval der plaatsvervangende stoetleiders.

Het lid van het College dat de Begrafenissendienst onder zijn bevoegdheid heeft, kan onder de werklieden der begraafplaatsen plaatsvervangende dragers en autobestuurders aanstellen die opgeroepen worden wanneer de noodwendigheden van de dienst dit vereisen.

Art. 7. — De bewakers van het lijkenhuisje van de Stad zijn belast met het onderhoud van het materieel, de lokalen en de instellingen, die onder hun bewaking staan en met het naleven der bepalingen van de verordening op deze instellingen. Dit geldt eveneens voor de werklieden die belast zijn met de bewaking van de begraafplaatsen van Neder-Over-Heembeek en van Haren.

Art. 8. — De beheerder van een begraafplaats heeft en de bewaking over, onder de hoge leiding van zijn hiërarchische meerderen.

Zonder nadeel te berokkenen aan de bevoegdheid van de beambten en ambtenaren van de gemeentelijke politie, is hij alleen belast, onder het gezag van de Burgemeester, met de politie van de begraafplaatsen. Hij houdt de hand aan de uitvoering der verordeningen, hij zorgt voor het toezicht over de begraafplaats, de bewaking en het onderhoud van de erop gerichte lokalen.

Bovendien is hij belast met het houden van de registers der teraardebestellingen, waarin hij, dag aan dag, zonder tussenruimte, de volgende aanduidingen optekent :

1° Het algemeen volgnummer waaronder de lijken begraven zijn ; dit nummer is eveneens aangeduid op een loden plaat die op de doodskist bevestigd wordt op het ogenblik der teraardebestelling ;

2° De wijze van vervoer, met eventueel de aanduiding van de klasse van lijkwagen ;

3° Naam, voornamen, burgerlijke stand, evenals datum van geboorte, overlijden en teraardebestelling ;

4° De plaats van overlijden en de verblijfplaats ;

5° Omstandige aanduiding der plaats der teraardebestelling ;

6° Voor de gewone graven, datum van afgifte der machtiging tot het plaatsen of wegnemen van het grafteken.

Bovendien duidt de beheerder van de begraafplaats of de daartoe aangestelde bediende de plaats van elke begrafenis

Art. 7. — De bewaker van het lijkenhuisje en zijn helper zijn belast met het onderhoud van de lokalen, de installaties en het materieel onder hun bewaking geplaatst en met het naleven der bepalingen van het reglement dat op die instelling van toepassing is. Dit geldt eveneens voor de werklieden die belast zijn met de bewaking van de begraafplaatsen van Neder-Over-Heembeek en van Haren.

Art. 8. — De beheerder van een begraafplaats bewaakt het, onder de hoge leiding van zijn hiërarchische meerderen.

Zonder nadeel te berokkenen aan de bevoegdheid van de beambten en ambtenaren van de gemeentelijke politie, is hij alleen belast, onder het gezag van de Burgemeester, met de politie van de begraafplaatsen. Hij gaat na of de reglementen nageleefd worden, hij zorgt voor het toezicht over de begraafplaats, de bewaking en het onderhoud van de plaatselijke lokalen.

Bovendien is hij belast met het bijhouden van de registers der teraardebestellingen, waarin hij, dag na dag, zonder witte tussenvlakken of hiaten de volgende aanduidingen optekent :

1° het algemeen volgnummer voor de te begraven lijken ;

2° de wijze van vervoer met eventuele aanduiding van de klasse van lijkwagen ;

3° naam, voornamen, burgerlijke stand, evenals datum van geboorte, van overlijden en van teraardebestelling ;

4° de plaats van overlijden en de verblijfplaats ;

5° omstandige aanduiding van de plaats der grafstede evenals de wijze van begraven ;

6° voor de gewone graven, datum van afgifte der toelating tot het plaatsen of wegnemen van het grafteken. Voor de concessies staan deze aanduidingen vermeld in het betreffend register.

Bovendien duidt de beheerder van de begraafplaats of de daartoe aangestelde bediende de plaats van elke begrafenis

aan op de plannen van de begraafplaats, door het algemeen volgnummer (lood van de kist) of door het nummer der grond-vergunning.

Hij oefent het toezicht uit over de begrafenissen en waakt voor de stipte navolging der ter zake geldende wetsbepalingen en onderrichtingen.

De beheerder of zijn afgevaardigde vergezelt de lijkstoeten in de begraafplaats.

De beheerder of de daartoe aangestelde beambte leidt de dienst der andere bedienden van de begraafplaats.

Hij verwittigt onmiddellijk zijn hiërarchische chef van de voornaamste feiten in de begraafplaats voorgevallen en breng periodisch verslag uit over de bedrijvigheid van het personee en de uitgevoerde werken.

De beheerder of zijn afgevaardigde woont de opgravinger bij ; wanneer een lijk naar een andere dodenakker moe overgebracht worden stelt hij hiervan proces-verbaal op.

Al de konvooibevelen en de verloven tot teraardebestellin betreffende de personen buiten het district overleden worder dagelijks van de begraafplaats naar de betrokken begrafenis kantoren gezonden. Alvorens deze documenten te verzender vergelijkt de beheerder het algemeen register der teraarde bestellingen, de verloven tot teraardebestelling, de konvoo bevelen en het begrafenisboekje der hoofdgrafmaker. Na e nota van genomen te hebben, zenden de lokale kantoren d verloven tot teraardebestelling naar de beheerder terug.

Art. 9. — De begrafenisleiders, de hoofdgrafmakers e de werklieden de begraafplaatsen zijn belast met de politi binnen de omheining van de begraafplaatsen.

Art. 10. — De bewakers waken voor de stipte toepassin der tucht- en politiemaatregelen in de dodenakkers waar me ze onontbeerlijk acht.

Art. 11. — Onder het gezag van de beheerder van d begraafplaats is de hoofdgrafmaker of, bij ontstentenis zi

aan op de plannen van de begraafplaats bij wijze van het algemeen volgnummer of het nummer der grondconcessie.

Hij oefent het toezicht uit over de begrafenissen en waakt over de stipte navolging der ter zake geldende wetsbepalingen en onderrichtingen.

De beheerder of zijn afgevaardigde vergezelt de lijkstoeten op de begraafplaats.

De beheerder of de daartoe aangestelde beambte leidt het werk der andere bedienden van de begraafplaats.

Hij verwittigt onmiddellijk zijn hiërarchische overste van de voornaamste feiten die in de begraafplaats voorvallen en brengt periodiek verslag uit over de bedrijvigheid van het personeel en de uitgevoerde werken.

De beheerder of zijn afgevaardigde woont de ontgravingen bij ; wanneer een lijk naar een andere dodenakker moet overgebracht worden stelt hij hiervan proces-verbaal op.

Al de geleibevelen en de vergunningen tot teraardebestelling betreffende de personen in een andere gemeente overleden, worden dagelijks van de begraafplaats naar het bureau van de Begrafenissendienst gezonden. Alvorens deze dokumenten te verzenden ziet de beheerder het algemeen register der teraardebestellingen, de vergunningen tot teraardebestelling, de geleibevelen en het begrafenisboekje van de hoofdgrafmaker na. Na er nota van genomen te hebben, zendt het bureau de vergunningen tot teraardebestelling naar de beheerder van de begraafplaats terug.

Art. 9. — De hoofdgrafmakers, de werklieden van de begraafplaatsen en de stoetleiders zijn belast met de politie op de begraafplaatsen.

Art. 10. — In de dodenakkers waar hun aanwezigheid noodzakelijk is, waken de bewakers over de stipte toepassing van de tucht- en politiemaatregelen.

Art. 11. — Onder het gezag van de beheerder van de begraafplaats is de hoofdgrafmaker of bij afwezigheid zijn

plaatsvervanger, belast met het verdelen van de arbeid en met het toezicht over de werklieden en over de bewakers.

Hij bakent de plaats der grafkelders en vergunningen af en duidt de rooilijnen aan voor het oprichten der gedenktekens.

Hij waakt ervoor dat de grafkelders en gedenktekens gebouwd worden volgens de verordeningsvoorschriften en de opgelegde voorwaarden ; wekelijks ziet hij de geplaatste graftekens na, evenals de opschriften en de aangebrachte veranderingen of bijvoegingen.

Hij doet de graven delven, de grafkelders openen, de lijken ter aarde bestellen en, op het ogenblik der begrafenis, het loden plaatje met het algemeen volgnummer der begraafplaats op de kist plaatsen.

Hij houdt de boeken van het magazijn der begraafplaats voor alles wat er binnenkomt of er uitgaat.

Hij helpt de beheerder bij wie hij verslag uitbrengt over de vaststellingen die hij gedurende zijn dienst doet.

Art. 12. — In de begraafplaatsen waar deze functie is ingesteld, is de hoofdtuinier of zijn plaatsvervanger belast met het onderhoud der paden, der plantsoenen en der grasperken. Hij oefent een voortdurend toezicht uit over de werklieden, gedurende de arbeid.

Art. 13. — Het College bepaalt de kledij der bedienden van de Begrafenisdienst en kent hun gebeurlijk een kledijvergoeding toe waarvan de Gemeenteraad jaarlijks het bedrag vaststelt.

Gedurende de dienst moeten de bedienden van alle graad de voorgeschreven kledij en kentekens dragen ; het is hun verboden ze te dragen wanneer zij geen dienst doen.

Het personeel dat niet van de kledijvergoeding geniet moet, in geval van ontslag of dienstonderbreking, de hem toevertrouwde voorwerpen en kledingstukken in goede staat teruggeven.

plaatsvervanger belast met het verdelen van de arbeid en met het toezicht over de werklieden en de bewakers.

Hij bakent de plaats der grafkelders en concessies af en duidt de rooilijnen aan voor het oprichten der gedenktekens.

Hij waakt erover dat de grafkelders en gedenktekens gebouwd worden volgens de reglementaire voorschriften en de opgelegde voorwaarden ; wekelijks ziet hij de geplaatste graftekens na, evenals de opschriften en de aangebrachte veranderingen of bijvoegingen.

Hij doet de graven delven, de grafkelders, de cellen van de dodengalerijen en de vakken van de columbaria openen, de assen uitstrooien, de lijken ter aarde bestellen en, op het ogenblik der begrafenis, het loden plaatje met het algemeen volgnummer der begraafplaats, op de kist plaatsen.

Hij houdt de boeken van het magazijn der begraafplaats bij voor alles wat er binnenkomt of buitengaat.

Hij helpt de beheerder bij wie hij verslag uitbrengt over de vaststellingen die hij gedurende zijn dienst doet.

Art. 12. — De hoofdtuinier of zijn plaatsvervanger is belast met het onderhoud van plantsoenen en grasperken, alsook het toezicht op de werklieden gedurende de arbeid.

Art. 13. — Het College bepaalt de kledij der bedienden van de Begrafenissendienst en kent hun gebeurlijk een kledijvergoeding toe waarvan de Gemeenteraad jaarlijks het bedrag vaststelt.

Gedurende de dienst moeten de bedienden, van welke graad ook, de voorgeschreven kledij en kentekens dragen ; het is hun verboden ze te dragen wanneer zij geen dienst doen.

Het personeel dat niet van de kledijvergoeding geniet moet, in geval van ontslag of dienstonderbreking, de hem toevertrouwde voorwerpen en kledingstukken in goede staat teruggeven.

Art. 14. — Het is streng verboden aan alle beambten en bedienden van de Begrafenisdienst :

1° Uit hoofde van hun dienst giften van welke aard ook, te vragen of te ontvangen ;

2° Te roken gedurende de diensturen ;

3° In de begraafplaatsen, in de lokalen van de dienst of in de bijgebouwen alcoholische dranken binnen te brengen of zich gedurende de diensturen in private huizen of drankhuizen te begeven ;

4° Zonder toestemming het werk te verlaten gedurende de diensturen ;

5° Gereedschap van de Stad voor eigen gebruik te bezigen ;

6° In de lokalen van de dienst of in de bijgebouwen personen vreemd aan de dienst binnen te brengen of toe te laten, zo ze niet in het bezit zijn van een schriftelijke toelating van de dienstchef ;

7° Werken te verrichten die hun niet opgelegd worden ;

8° In de lokalen van de dienst of op de openbare weg, strooibiljetten, aanplakbiljetten, vlugschriften, enz., aan te plakken of uit te delen ;

9° Gedurende de diensturen dagbladen, tijdschriften, enz., te lezen.

Het is hun op straf van afzetting verboden rechtstreeks of onrechtstreeks deel te nemen aan alle leveringen of aannemingen voor begrafenissen, gedenktekens, grafkelders, zerken, hekken, kruisen en andere graftekens, of zich rechtstreeks of door tussenpersoon bezig te houden met handelsverrichtingen die in enigerlei verband staan tot de dienst voor begrafenissen of lijkenvervoer.

HOOFDSTUK II

Over de voorafgaande formaliteiten bij begrafenis of lijkverbranding.

Art. 15. — Alvorens tot een teraardebestelling mag overgegaan worden, moet het verlof tot teraardebestelling voor-

Art. 14. — Het is alle beambten en bedienden van de Begrafenissendienst streng verboden :

1° uit hoofde van hun dienst giften, van welke aard ook, te vragen of te ontvangen ;

2° te roken gedurende de diensturen ;

3° in de begraafplaatsen, in de lokalen van de dienst of in de bijgebouwen alcoholische dranken binnen te brengen of zich gedurende de diensturen in private huizen of drankgelegenheden te begeven ;

4° zonder toestemming het werk te verlaten gedurende de diensturen ;

5° gereedschap van de Stad voor eigen gebruik aan te wenden ;

6° in de lokalen van de dienst of in de bijgebouwen, niettoegelaten personen vreemd aan de dienst binnen te brengen of te dulden ;

7° werken te verrichten die hun niet opgelegd worden ;

8° in de lokalen van de dienst of op de openbare weg, strooibiljetten, aanplakbiljetten, vlugschriften, enz., aan te plakken of uit te delen ;

9° gedurende de diensturen dagbladen, tijdschriften, enz., te lezen.

Het is hun op straf van afzetting verboden rechtstreeks of onrechtstreeks deel te nemen aan alle handelsverrichtingen die ook maar enig verband houden met de dienst van de begrafenissen of het lijkenvervoer.

HOOFDSTUK II

Voorafgaande formaliteiten bij begrafenis of lijkverbranding.

Art. 15. — Alvorens tot een teraardebestelling mag overgegaan worden, moet de vergunning tot teraardebestelling,

geschreven bij artikel 77 van het Burgerlijk Wetboek overhandigd worden aan de ambtenaar belast met de politie en het beheer der begraafplaats.

Art. 16. — Wanneer de door het Burgerlijk Wetboek voorgeschreven formaliteiten vervuld zijn, wenden de personen die het overlijden aangegeven hebben, zich tot het kantoor van de Begrafenisdienst van hetzelfde district, om de nodige schikkingen te treffen voor de teraardebestelling, die ten vroegste 24 uren na het overlijden kan plaats hebben. Wanneer dit niet gedaan wordt, zal de begrafenis ambtshalve door de Stad gedaan worden, ten laste der nalatenschap.

Onder handtekening van de persoon die gelast is in de begrafenisplechtigheden te voorzien zal er akte van genomen worden of het lichaam al dan niet naar een kerk of tempel moet gevoerd worden en of de begrafenis begeleid zal zijn van godsdienstige of andere plechtigheden.

Art. 17. — In geval van lijkverbranding, zal het vervoer der as naar de plaats der teraardebestelling worden gedaan, overeenkomstig artikel 19 van koninklijk besluit van 17 oktober 1932, door toedoen van de persoon die bevoegd is om in de begrafenisplechtigheden te voorzien en die in het bezit is van het verlof tot teraardebestelling.

Art. 18. — De begrafenis of het vervoer van het lichaam naar het crematorium heeft, in de gewone gevallen, plaats ten vroegste een dag en ten laatste drie dagen na het overlijden (ten laatste vier dagen indien het lichaam zich in een ingericht lijkenhuisje bevindt).

Deze termijn mag naar gelang van de omstandigheden, verkort of verlengd worden krachtens een beslissing van de Burgemeester, na advies van de geneesheer van de Burgerlijke Stand.

Art. 19. — Men mag niet overgaan tot de lijkschouwing, het nemen van dodenmaskers, het balsemen of het kisten, voordat de dood behoorlijk vastgesteld werd door de geneesheer van de Burgerlijke Stand.

voorgeschreven bij art. 77 van het Burgerlijk Wetboek, overhandigd worden aan de ambtenaar belast met de politie en het beheer van de begraafplaats.

Art. 16. — Wanneer de door het Burgerlijk Wetboek voorgeschreven formaliteiten vervuld zijn, wenden de personen die het overlijden aangegeven hebben zich tot het kantoor van de Begrafenissendienst van hetzelfde distrikt, om de nodige schikkingen te treffen voor de teraardebestelling, die ten vroegste 24 uren na het overlijden mag plaats hebben. Wanneer dit niet gedaan wordt, binnen de termijnen voorgeschreven door het art. 18, zal de begrafenis ambtshalve door de Stad gedaan worden, ten laste der nalatenschap.

Met handtekening van de persoon die ermede gelast is in de begrafenisplechtigheden te voorzien zal er akte van genomen worden of het lichaam al dan niet naar een kerk of tempel moet gevoerd worden en of samen met de begrafenis al dan niet godsdienstige plechtigheden zullen plaats hebben.

Art. 17. — In geval van lijkverbranding, zal het vervoer van de as naar de plaats der teraardebestelling worden gedaan overeenkomstig het koninklijk besluit van 19 januari 1973, door toedoen van de persoon die bevoegd is in de begrafenisplechtigheden te voorzien en die in het bezit is van de vergunning tot teraardebestelling.

Art. 18. — De begrafenis of het vervoer van het lichaam naar het crematorium heeft, in de gewone gevallen, plaats ten vroegste een dag en ten laatste drie dagen na het overlijden (ten laatste vier dagen indien het lichaam zich in een ingericht lijkenhuisje bevindt).

Deze termijn mag, naargelang van de omstandigheden, verkort of verlengd worden krachtens een beslissing van de Burgemeester, na advies van de geneesheer van de Burgerlijke Stand.

Ar. 19. — Men mag niet overgaan tot de lijkschouwing, het nemen van dodenmaskers, het balsemen of het kisten, zolang de dood niet wettig werd vastgesteld door de geneesheer van de Burgerlijke Stand.

Art. 20. — Het kisten heeft plaats door toedoen van de familie zohaast mogelijk na het vaststellen van de dood door de geneesheer van de Burgerlijke Stand, en voornamelijk in geval het overlijden aan een besmettelijke ziekte te wijten is, zelfs wanneer de omstandigheden het vervoer naar het lijkenhuisje niet vergen.

Wanneer een gekist lijk voor de begrafenis moet neergelegd worden op een andere plaats dan die van het overlijden, moet de lijkkist verzegeld worden door de zorgen van de Begrafenisdienst. Het zelfde geldt wanneer het vervoer geheel of gedeeltelijk door een private onderneming gebeurt.

De aangestelde van de Begrafenisdienst verzegelt de lijkkist met twee zegels in zwarte lak, aan weerskanten op het deksel en op de kist geplaatst en met elkander verbonden door een zwart lint.

Hij schrijft de vereiste maatregelen voor om de doodkisten in behoorlijke toestand te brengen ; desnoods doet hij deze maatregelen ambtshalve uitvoeren ten laste van de belanghebbenden.

De doodkist zal onder geen voorwendsel nog mogen geopend worden.

Het kisten der te verassen lijken wordt nagegaan door een bediende van het Stadsbestuur.

De kist zal verzegeld worden zoals hierboven is aangeduid.

Art. 21. — In geval van epidemie, wanneer het weghalen der lijken op een bijzondere wijze bevolen wordt en, te allen tijde, indien de openbare gezondheid zulks vergt, schrijft de Burgemeester voor, na het advies van de geneesheer van de Burgerlijke Stand ingewonnen te hebben, dat de lijken moeten vervoerd worden naar het lijkenhuisje.

In de daartoe door het gemeentebestuur aangewezen opslagplaatsen wordt er een voorraad doodkisten bewaard. De bevoegde beambte laat kisten afleveren wanneer de familie er zich te gelegener tijd geen kan aanschaffen.

Art. 20. — Het kisten heeft plaats door tussenkomst van de familie zo vlug mogelijk na het vaststellen van de dood door de geneesheer van de Burgerlijke Stand, en voornamelijk in geval het overlijden te wijten is aan een besmettelijke ziekte zelfs wanneer de omstandigheden het vervoer naar het lijkenhuisje niet vereisen.

Wanneer een gekist lijk voor de begrafenis moet neergelegd worden op een andere plaats dan die van het overlijden, moet de lijkkist verzegeld worden door de zorgen van de Begrafenissendienst. Hetzelfde geldt wanneer het vervoer geheel of gedeeltelijk door een private onderneming gebeurt.

De aangestelde verzegelt de kist aan beide uiteinden op een zodanige wijze dat het openen onmogelijk wordt.

Hij schrijft de vereiste maatregelen voor om de doodkisten in behoorlijke toestand te houden ; desnoods doet hij deze maatregelen ambtshalve uitvoeren ten laste van de belanghebbenden.

De doodkist zal onder geen voorwendsel nog mogen geopend worden.

Het kisten der te verassen lijken wordt nagegaan door een bediende van het Stadsbestuur.

Art. 21. — In geval van epidemie, of indien openbare gezondheidsredenen dit vereisen, beveelt de Burgemeester, na het advies van de geneesheer van de Burgerlijke Stand ingewonnen te hebben, dat de lijken ofwel moeten vervoerd worden naar het lijkenhuisje, ofwel onmiddellijk moeten begraven worden.

In de daartoe door het gemeentebestuur aangewezen opslagplaatsen wordt er een voorraad doodkisten bewaard. De bevoegde beambte laat kisten afleveren wanneer de familie ze niet op het gepaste ogenblik kan aanschaffen.

TITEL II

OVER DE LIJKSTOETEN

Art. 22. — Het vervoer der doden geschiedt uitsluitend door de zorgen der Stad bij middel van lijkwagens.

1° Op het grondgebied der Stad ;

2° Buiten dit grondgebied, waar een der stedelijke begraafplaatsen en omgekeerd of naar een spoorwegstation dat de Stad bedient.

Het monopolie bepaald bij vorenstaande alinea is niet toepasselijk :

1° Op het deel van het vervoer gedaan buiten de Stad naar de begraafplaats van een andere gemeente ;

2° Op het vervoer, zonder overladen in een ander voertuig, op het grondgebied der Stad, naar een der stedelijke begraafplaatsen van personen overleden in een andere gemeente. Indien nochtans, met het oog op de begrafenis, het lichaam afgezet wordt in een huis gelegen op het grondgebied der Stad, is het gebruik van een lijkwagen der Stad verplicht voor het traject van dit huis naar de begraafplaats ;

3° Voor de doortocht op het grondgebied der Stad van lijkstoeten komende van een andere plaats en gaande naar een derde gemeente (transito-vervoer).

Art. 23. — Geen lichaam mag zonder toestemming van de Burgemeester vervoerd worden.

Uitgenomen in geval van epidemie, is deze toestemming echter niet vereist in geval van transito-vervoer, op het grondgebied der Stad ter bestemming ener andere gemeente.

Art. 24. — Het is aan ieder ander persoon dan de aangestelden en de beambten der Stad verboden doden te vervoeren, zelfs doodgeboren kinderen en fœtussen.

Echter, de Burgemeester mag het vervoer van lichamen van volwassen personen bij middel van een met een baarkleed bedekte draagbaar toestaan.

TITEL II

LIJKSTOETEN

Art. 22. — Het vervoer van de doden geschiedt uitsluitend door de zorgen der Stad door middel van lijkwagens.

1° op het grondgebied der Stad ;

2° buiten dit grondgebied, naar een der stedelijke begraafplaatsen en omgekeerd of naar een spoorwegstation dat het vervoer van uit de Stad regelt.

Het bij voorgaande alinea bepaald monopolie is niet toepasselijk :

1° op het deel van het vervoer gedaan buiten de Stad, naar de begraafplaats van een andere gemeente ;

2° op het vervoer, zonder overladen in een ander voertuig, op het grondgebied der Stad, naar een der stedelijke begraafplaatsen van personen overleden in een andere gemeente. Indien nochtans, met het oog op de begrafenis, het lichaam afgezet wordt in een huis gelegen op het grondgebied van de Stad, is het gebruik van een lijkwagen van de Stad verplicht voor het trajekt van dit huis naar de begraafplaats ;

3° voor de doortocht op het grondgebied van de Stad van lijkstoeten komende van een andere plaats en gaande naar een derde gemeente (doorgangvervoer).

Art. 23. — Zonder toestemming van de Burgemeester mag geen enkel lichaam vervoerd worden.

Behalve in het geval van epidemie, is deze toestemming echter niet vereist in geval van doorgangvervoer, op het grondgebied der Stad, met een andere gemeente als bestemming.

Art. 24. — Het is aan ieder ander persoon dan de aangestelden en de beambten der Stad verboden doden te vervoeren, zelfs doodgeboren kinderen en foetussen.

De Burgemeester mag echter het vervoer van lichamen van volwassen personen bij middel van een met een baarkleed bedekte draagbaar toestaan.

Dit verlof wordt enkel voor kleine trajecten verleend en in zoverre het vervoer met de bijzondere daartoe bestemde draagbaar geschiedt. In dit geval wordt de stoet door de lijkwagen gevolgd en is het erbij horend recht verschuldigd.

Art. 25. — Het lichaam van een buiten de Stad overleden persoon mag op haar grondgebied niet afgezet worden, zonder voorafgaande toestemming van de Burgemeester, die deze slechts zal geven indien het vervoer geschiedt bij middel van een lijkwagen of een gesloten dodenwagen, bijzonder bestemd voor het lijkenvervoer, bij uitsluiting van elk ander voertuig en op voorwaarden dat het lichaam alleen afgezet worde in de woning van de afgestorvene of van een zijner familieleden die er in toestemt, behoudens de uitzonderingen door de Burgemeester toegestaan.

Een opgegraven lichaam, mag alleen in het lijkenhuisje van de begraafplaats afgezet worden, behalve uitzonderingen toegestaan door de Burgemeester en indien alle gezondheidsmaatregelen getroffen worden, zoals het gebruik van een metalen kist.

Art. 26. — De uren van de lijkstoeten en de duur der plechtigheden worden derwijze vastgesteld dat de noodwendigheden van de Begrafenisdienst en de verlangens der families overeengebracht worden.

Art. 27. — De Gemeenteraad bepaalt de praal der lijkstoeten en het tarief der kosten door de nalatenschap der overleden personen te dragen voor het vervoer en de begrafenis der lijken.

Art. 28. — Rekening houdend met de voorschriften van het artikel van deze verordening vergewist de begrafenisleider er zich van dat het kisten is gedaan en dat de lijkkist aan de gestelde eisen voldoet, wat gezondheid en welvoeglijkheid aangaan.

Op het vastgestelde uur doet de begrafenisleider het lichaam lichten, waakt er voor dat het met de nodige zorg in de lijkwagen geplaatst wordt. Hij doet de bloemen en kransen op de aangeduide plaatsen van de lijkwagen plaatsen, doet de lantaarns aansteken en geeft het vertreksein.

Deze toestemming wordt enkel voor kleine trajekten verleend en in zover het vervoer met de speciaal daartoe bestemde draagbaar geschiedt. In dit geval wordt de stoet door de lijkwagen gevolgd en is de bijhorende retributie verschuldigd.

Art. 25. — Het lichaam van een buiten de Stad overleden persoon mag op haar grondgebied niet afgezet worden, zonder voorafgaande toestemming van de Burgemeester, die deze slechts zal geven indien het vervoer geschiedt bij middel van een speciaal voor het lijkenvervoer voorziene lijkwagen of gesloten dodenwagen, bij uitsluiting van elk ander voertuig en op voorwaarde dat het lichaam alleen afgezet wordt in de woning van de afgestorvene of van een van zijn familieleden die er in toestemt, behalve de uitzonderingen door de Burgemeester toegestaan.

Een ontgraven lichaam, mag enkel in het lijkenhuisje van de begraafplaats afgezet worden, behalve uitzonderingen toegestaan door de Burgemeester en indien alle gezondheidsmaatregelen getroffen worden, zoals het gebruik van een metalen kist.

Art. 26. — De uren van de lijkstoeten en de duur der plechtigheden worden zodanig vastgesteld dat aan de noden van de Begrafenissendienst en de verlangens van de families tegelijk wordt voldaan.

Art. 27. — De Gemeenteraad bepaalt de praal der lijkstoeten en het tarief van de door de nalatenschap der overleden personen te dragen onkosten voor het vervoer en de begrafenis der lijken.

Art. 28. — De stoetleider vergewist er zich van dat de lijkkist aan de gestelde eisen voldoet van gezondheid en welvoeglijkheid.

Op het vastgestelde uur doet de stoetleider het lichaam lichten en waakt er over dat het met de nodige zorg in de lijkwagen geplaatst wordt. Hij doet de bloemen en kransen op de aangeduide plaatsen van de lijkwagen plaatsen, doet de lantaarns aansteken en geeft het vertreksein.

De begrafenisleider gaat aan het hoofd van de stoet, zorgt er voor dat de grootste welvoeglijkheid in acht genomen wordt en dat geen hinderpaal de stoet belemmert.

De dragers gaan naast de lijkwagen en bewaren het stilzwijgen.

Indien soldaten op mars de doorgang van de stoet belemmeren, doet de leider hem vertragen en desnoods stilstaan tot de weg weer vrij is.

De begrafenisleider geeft alle dienstaanwijzingen halfluid.

Art. 29. — Indien de families op regelmatige wijze de wens hiertoe uitgedrukt hebben, wordt het lichaam in de kerk of de tempel aangeboden. De begrafenisleider doet er het lichaam door de dragers afzetten ; na afloop der godsdienstige plechtigheid doet hij het terug in de lijkwagen plaatsen. Hij woont de plechtigheid bij en waakt erover dat de dragers niet uiteen gaan. Een dezer, door de leider aangeduid, blijft bij de lijkwagen. 's Winters, en bij lange plechtigheden, wordt de wachtdienst bij beurten geregeld.

Art. 30. — De gang der lijkwagens is gematigd van aan het sterfhuis tot de door het bestuur aangeduide plaats, en eventueel, indien de dienst het toelaat, tot aan de begraafplaats.

De uitvaart mag enkel voor het volbrengen der godsdienstige plechtigheden onderbroken worden.

Art. 31. — De begrafenisleider en de dragers begeleiden de stoet op de voorgeschreven weg.

Van de door nadere onderrichtingen te bepalen plaats af, mag de begrafenisleider de gang van de stoet doen versnellen en in de lijkwagen plaats nemen. De dragers mogen van dit ogenblik af de stoet verlaten. Indien zij hem echter moeten begeleiden, hebben zij het recht plaats te nemen naast de bestuurders der volgrijtuigen.

Art. 32. — Op de begraafplaats geeft de begrafenisleider het lichaam aan de beheerder der rustplaats over.

De stoetleider gaat aan het hoofd van de stoet, zorgt er voor dat de grootste welvoeglijkheid in acht genomen wordt en dat niets de stoet in de weg zou staan.

De dragers gaan naast de lijkwagen en bewaren het stilzwijgen.

Indien de doorgang van de stoet belemmerd wordt, doet de stoetleider hem vertragen en desnoods stilstaan tot de weg weer vrij is.

De stoetleider geeft alle dienstaanwijzingen halfluid.

Art. 29. — Indien de families hiertoe op reglementaire wijze de wens uitgedrukt hebben, wordt het lichaam in de kerk of de tempel binnengebracht. De stoetleider doet het lichaam er door de dragers afzetten ; na afloop van de godsdienstige plechtigheid doet hij het terug in de lijkwagen plaatsen. Hij woont de plechtigheid bij en zorgt er voor dat de dragers niet uit elkaar gaan. Een van deze laatsten, door de stoetleider aangeduid, blijft bij de lijkwagen. 's Winters, en bij lange plechtigheden wordt de wachtdienst bij beurten geregeld.

Art. 30. — De lijkwagens vorderen stapvoets van het sterfhuis tot de door het bestuur aangeduide plaats, en eventueel, indien de dienst het toelaat, tot de begraafplaats.

De uitvaart mag enkel voor het volbrengen der godsdienstige plechtigheden onderbroken worden.

Art. 31. — De stoetleider en de dragers begeleiden de stoet langs de voorgeschreven weg.

Van de door nadere onderrichtingen te bepalen plaats af, mag de stoetleider de gang van de stoet doen versnellen en in de lijkwagen plaats nemen. De dragers mogen van dit ogenblik af de stoet verlaten. Indien zij hem echter moeten begeleiden, hebben zij het recht plaats te nemen naast de bestuurders der volgwagens.

Art. 32. — Op de begraafplaats staat de stoetleider het lichaam aan de beheerder der rustplaats af.

Moet het lichaam naar een andere begraafplaats dan die der Stad gevoerd worden, dan wordt het ontvangbewijs van het lichaam gevraagd door de begrafenisleider aan de bevoegde ambtenaar der gemeente waar de begrafenis plaats heeft.

Wordt het lijk naar een privaat huis gebracht of enkel tot een spoorwegstation of tot de grenzen der Stad begeleid, dan vraagt de begrafenisleider bewijs van ontvangst aan een familielid of aan de persoon met de leiding van het vervoer belast.

Art. 33. — Het is de bestuurder van om 't even welk voertuig verboden de lijkstoeten tegen te houden.

Art. 34. — Het is aan de begrafenisleider, alsook aan de dragers en autobestuurders ten strengste verboden, voor om 't even welke reden, de lijkstoeten te verlaten. Hun houding moet bij hun dienst passen.

Art. 35. — Het is verboden, hetzij bij het vertrek, hetzij tijdens het vervoer om 'teven welk zinnebeeld, teken of voorwerp te vertonen dat van aard is de orde of de welvoeglijkheid der lijkstoeten te storen.

Art. 36. — Het is eenieder die niet tot de dienst behoort verboden plaats te nemen in de lijkwagens.

TITEL III

OVER DE BEGRAAFPLAATSEN

HOOFDSTUK EEN

Hoofdbepalingen.

Art. 37. — De Gemeenteraad bepaalt de stadsgedeelten die het gebied van elke begraafplaats vormen.

Moet het lichaam naar een andere begraafplaats dan die van de Stad gevoerd worden, dan wordt het ontvangbewijs van het lichaam gevraagd door de stoetleider aan de bevoegde ambtenaar van de gemeente waar de begrafenis plaats heeft.

Wordt het lijk naar een privaat huis gebracht of enkel tot een spoorwegstation of tot de grenzen der Stad begeleid, dan vraagt de stoetleider een ontvangstbewijs aan een familielid of aan de persoon belast met de leiding van het vervoer.

Art. 33. — Het is de bestuurder van het om even welk voertuig verboden de lijkstoeten tegen te houden.

Art. 34. — Het is aan de stoetleider, alsook aan de dragers en autobestuurders ten strengste verboden, zonder reden de lijkstoeten te verlaten. Hun houding moet aan hun dienst aangepast zijn.

Art. 35. — Het is verboden, hetzij bij het vertrek, hetzij tijdens het vervoer gelijk welk zinnebeeld, teken of voorwerp te vertonen dat van de aard is de orde of de welvoeglijkheid van de lijkstoeten te storen.

Art. 36. — Iemand die niet tot de dienst behoort, mag niet in de lijkwagens plaatsnemen.

TITEL III

BEGRAAFPLAATSEN

HOOFDSTUK EEN

Hoofdbepalingen.

Art. 37. — De Gemeenteraad bepaalt de stadsgedeelten die het gebied van elke begraafplaats vormen.

ARCHIVES DE LA VILLE DE BRUXELLES

Art. 38. — De begraafplaats van ieder gebied is bestemd voor de teraardebestelling van de lijken of de as :

1° Van de personen die in dit gebied overleden zijn, met uitsluiting van deze overleden in gasthuizen, klinieken, e.d. De in deze inrichtingen overleden personen worden ter aarde besteld in de begraafplaats van hun gebied indien zij te Brussel wonen ; de andere personen in de begraafplaats door het College van Burgemeester en Schepenen aan te duiden ;

2° Van de personen die in dit gebied woonachtig waren doch er buiten overleden zijn. Hetzelfde geldt voor de personen die, wegens hun gebrekkigheid buiten het gebied — of buiten de Stad — geplaatst werden waar zij ingeschreven waren. Indien hun verblijfplaats een private woning is, mochten de overledenen er de huurders niet van zijn, noch de eigenaars. De te leveren bewijzen mogen bestaan uit een verklaring van de Commissie van Openbare Onderstand van Brussel, van elke andere gelijkgestelde instelling of van elke bevoegde persoon ;

3° Van de personen die het recht hebben op die begraafplaats begraven te worden, hetzij door aankoop van een grafvergunning, hetzij als familielid of opvolger van een persoon die op die begraafplaats een grafvergunning heeft verworven.

De verblijfplaats waarvan sprake in dit artikel wordt enkel door de inschrijving in de bevolkingsregisters bewezen.

Art. 39. — Het recht de overledene in een der begraafplaatsen van Brussel in een gewoon graf te doen ter aarde bestellen wordt in de volgende gevallen door de familie verbeurd :

1° Wat de personen betreft die in de Stad overleden zijn, indien het lichaam, zelfs tijdelijk, buiten Brussel gebracht wordt, kerken of tempels uitgezonderd ;

2° Wat de personen betreft die buiten de Stad overleden zijn maar er hun verblijfplaats hebben (inschrijving in de bevolkingsregisters), indien het lichaam in een andere begraafplaats dan die der Stad ter aarde besteld werd.

Hetzelfde recht wordt verbeurd in de begraafplaats waarvan de woning van de overledene afhangt, wanneer deze laatste in een begraafplaats van een ander gebied ter aarde besteld is.

Art. 38. — De begraafplaats van iedere gebiedsomschrijving is bestemd :

1) aan de personen die hun verblijfplaats hebben in de gebiedsomschrijving. Dit begravingsrecht heeft ook betrekking op de personen, die wegens een of ander gebrek buiten de gebiedsomschrijving — of buiten de Stad — waar zij ingeschreven waren, werden geplaatst. Indien deze verblijfplaats een private woning is, mochten de overledenen er noch de huurders noch de eigenaars van zijn. Een verklaring van de Commissie van Openbare Onderstand van Brussel of van elke andere daarmede gelijkgestelde instelling of van eenderwelke bevoegde persoon kan als bewijs dienen.

Wanneer personen, overleden op het grondgebied van de Stad, niet op het grondgebied van de Stad verbleven of wanneer ze er verbleven in een rusthuis, worden ze overgebracht naar hun gemeente van herkomst ofwel op de begraafplaats van Brussel, te Evere, teraardebesteld.

De verblijfplaats waarvan sprake in dit artikel wordt enkel door de inschrijving in de bevolkingsregisters bewezen.

2) aan de personen die het recht hebben op die begraafplaats begraven te worden, hetzij door aankoop van een concessie, hetzij als familielid van een persoon die op die begraafplaats een concessie verworven heeft.

Art. 39. — Van het recht de overledene in een der begraafplaatsen van Brussel in een gewoon graf te doen ter aarde bestellen, wordt in de volgende gevallen door de familie afgezien :

1° wat de personen betreft die in de Stad overleden zijn, indien het lichaam, zelfs tijdelijk, buiten Brussel gebracht wordt, kerken of tempels uitgezonderd ;

2° wat de personen betreft die buiten de Stad overleden zijn maar er hun verblijfplaats hebben (inschrijving in de bevolkingsregisters), indien het lichaam in een andere begraafplaats dan die der Stad ter aarde besteld werd.

Voor hetzelfde recht wordt afgezien in de begraafplaats waarvan de woning van de overledene afhangt, wanneer deze laatste in een begraafplaats van een ander gebied ter aarde besteld is.

Art. 40. — Het stoffelijk overschot van personen overleden in een gebied mag slechts begraven worden op de begraafplaats van een ander gebied of een andere gemeente met toestemming van de Burgemeester en op voorlegging van een verklaring van de bestemmingsplaats waaruit blijkt dat niets zich tegen de teraardebestelling verzet.

Art. 41. — De begrafenissen op de begraafplaatsen der Stad zullen plaats hebben door de zorgen der bedienden van het Bestuur zonder onderscheid van godsdienstige of filosofische opvattingen, op de plaatsen aangeduid door de dienstchef, overeenkomstig de bevelen van de Burgemeester.

Palen of bordjes dragen de nummers der perken en afdelingen.

Art. 42. — Behalve wanneer de Burgemeester erin toestemt, mogen er geen metalen kisten of andere onbederfbare stoffen gebruikt worden voor de lijken die in gewone graven of grondvergunningen van 15 jaar moeten begraven worden.

De hermetisch gesloten metalen kist is verplicht voor de teraardebestellingen in de dodengalerijen evenals voor de kisten die in wachtkelders moeten bijgezet worden.

De metalen kist is facultatief voor de teraardebestellingen in de eigen graven of huurgraven van 50 jaar.

Het omhulsel der asurnen mag in duurzame stof zijn voor de teraardebestellingen in eigen graven.

HOOFDSTUK II

Over de teraardebestellingen in het algemeen.

Art. 43. — Behalve hetgeen voorzien is in de verordeningen op de grafvergunningen, heeft elke teraardebestelling plaats in een afzonderlijk graf.

Art. 40. — Het begraven op de begraafplaats van een andere gemeente mag slechts toegelaten worden mits voorlegging van een verklaring van de bestemmingsplaats waaruit blijkt dat niets zich tegen de teraardebestelling verzet.

Art. 41. — De begrafenissen op de begraafplaatsen der Stad zullen plaats hebben door de zorgen der bedienden van het Bestuur zonder onderscheid van godsdienstige of filosofische opvattingen, op de plaatsen aangeduid door de dienstoverste, overeenkomstig de bevelen van de Burgemeester.

Palen of bordjes dragen de nummers der perken en afdelingen.

Art. 42. — Behalve wanneer de Burgemeester erin toestemt, mogen er geen metalen kisten of andere onbederfbare stoffen gebruikt worden voor de lijken die in gewone graven of grondconcessies van 15 jaar moeten begraven worden.

De hermetisch gesloten metalen kist is verplicht voor de teraardebestellingen in de dodengalerijen evenals voor de kisten die in wachtkelders moeten bijgezet worden.

De metalen kist is facultatief voor de teraardebestellingen in de eeuwigdurende of 50-jarige concessies.

Het omhulsel der asurnen mag in duurzame stof zijn voor de teraardebestellingen in dezelfde concessies.

HOOFDSTUK II

Teraardebestellingen in het algemeen.

Art. 43. — Behalve hetgeen voorzien is in de reglementen op de grafconcessies, heeft elke teraardebestelling plaats in een afzonderlijk graf.

De Burgemeester mag echter toestaan de lijken der moeder en van het doodgeboren kind in een zelfde kist of in een zelfde kuil te plaatsen.

Art. 44. — De teraardebestellingen in gewone graven worden in de perken gedaan volgens de voorschriften van het decreet van 23 Prairial, jaar XII, en, wat de asurnen betreft, volgens het koninklijk besluit genomen in uitvoering der wet van 21 maart 1932.

De graven, de cellen en de vakken der grafkelders zijn normaal bestemd voor de begraving van kisten, waarvan de afmetingen niet groter zijn dan 2 m lengte, 75 cm breedte en 55 cm hoogte.

Over 't algemeen mogen de afmetingen van het omhulsel der lijkurnen niet groter zijn dan die van een kubus van 50 centimeter zijde.

De gronden bestemd voor de gewone graven worden ten vroegste door de Stad teruggenomen op het einde van het vijfde jaar, te rekenen van de dag der begrafenis af. De terugneming wordt ten minste drie maand op voorhand aangekondigd door middel van alle nodig geachte publiciteit.

Art. 45. — De as voortkomend van de verbranding van menselijken moet op dezelfde wijze ter aarde besteld worden als de niet verbrande lijken.

De asurnen bestemd voor de gewone graven zijn in het midden van de perken begraven, tussen de niet verbrande lijken.

Het is in geen geval toegestaan de asurnen te bewaren in een colombarium, een tempel of ten huize.

De Burgemeester mag echter toestaan de lijken van moeder en doodgeboren kind in dezelfde kist of in hetzelfde graf te plaatsen.

Art. 44. — De begraving van kisten en asurnen, evenals de uitstrooiing van de as wordt uitgevoerd overeenkomstig de voorschriften van de wet van 20 juli 1971, en van het koninklijk uitvoeringsbesluit van 19 januari 1973.

De graven, de cellen en de vakken der grafkelders zijn normaal bestemd voor de begraving van kisten, waarvan de afmetingen niet groter zijn dan 2 m lengte, 75 cm breedte en 55 cm hoogte.

De afmetingen van het omhulsel der lijkurnen mogen niet groter zijn dan die van een kubus van 50 centimeter zijde.

Deze afmetingen werden beperkt tot 28 cm breedte op 35 cm hoogte voor de urnen of de omhulsels die in een columbarium moeten geplaatst worden.

De gronden of de vakken van het columbarium bestemd voor de begrafenissen voor de duur van vijf jaar worden ten vroegste door de Stad teruggenomen op het einde van het vijfde jaar, te rekenen vanaf de dag der begrafenis. De terugname wordt tenminste drie maand vooraf aangekondigd door middel van alle nodige geachte publiciteit.

Art. 45. — De as voortkomend van de verbranding van mensenlijken mag ofwel op dezelfde wijze ter aarde besteld worden als de niet verbrande lijken, ofwel in een columbarium geplaatst worden op de begraafplaats van Brussel of Laken, ofwel uitgestrooid worden op de begraafplaats van Brussel.

Het is in geen geval toegelaten de asurnen te bewaren in een tempel of ten huize.

VERORDENING OP DE GRONDVERGUNNINGEN VOOR GRAFSTEDEN

HOOFDSTUK I

Algemene bepalingen.

Artikel één. — Behoudens de bepalingen van artikel 14 over de tijdelijke vergunningen van 15 jaar mogen door de Gemeenteraad vergunningen worden verleend, om te worden aangewend als particuliere grafsteden.

Deze vergunningen gelden voor een tijdperk van 15 of 50 jaar en kunnen eventueel vernieuw worden.

De vergunning kent de titularis geen eigendomsrecht toe, maar enkel een recht van genot en van gebruik met een niet bepaalde en persoonlijke bestemming.

De gemeenschappelijke vergunningen worden toegestaan overeenkomstig het decreet van 23 Prairial, jaar XII.

Art. 2. — De prijzen der vergunningen worden vastgesteld op voet van een door de Gemeenteraad aangenomen tarief.

Art. 3. — De prijs der vergunning moet geheel betaald zijn alvorens van deze laatste gebruik mag worden gemaakt.

Art. 4. — Door het aanvragen ener vergunning verbindt de verzoeker zich te schikken naar de bepalingen van dit reglement en van het reglement op de begravingen en verassingen, zoals deze zijn of zullen worden gewijzigd.

Art. 5. — De vergunningen mogen enkel dienen tot grafstede van de personen voor wie zij verleend werden en zijn principieel bestemd voor de personen, die bij hun aanwijzing, gevestigd zijn in het gebied waaronder de begraafplaats ressorteert.

Deze beschikking wordt echter niet toegepast bij een eventuele hernieuwing voor een nieuwe periode der tijdelijke ver-

Teraardebestellingen in grondconcessies.

Afdeling I. — Algemene bepalingen.

Art. 46. — Concessies worden door het College van Burgemeester en Schepenen verleend om gebruikt te worden als particuliere grafsteden.

Deze concessies gelden voor een periode van 15 of 50 jaar en kunnen eventueel hernieuwd worden.

De concessie kent de titularis geen eigendomsrecht toe, maar enkel een recht van genot en van gebruik met een niet bepaalde en persoonlijke bestemming.

De concessies worden toegestaan overeenkomstig de wet van 20 juli 1971.

Art. 47. — De prijzen der concessies worden vastgesteld op basis van een door de Gemeenteraad aangenomen tarief.

Art. 48. — De prijs der concessie moet geheel betaald zijn alvorens er van gebruik te mogen maken.

Art. 49. — Door het aanvragen van een concessie verbindt de verzoeker er zich toe te schikken naar de bepalingen van dit reglement, zoals deze zijn of zullen worden gewijzigd.

Art. 50. — Door besluit van de Gemeenteraad van 9 mei 1966, werden de tijdelijke concessies van 15 jaar afgeschaft op de begraafplaats van Laken.

gunningen van vijftien jaar, bekomen vóór de toepassing va
het huidig reglement. (Begraafplaats van Laken.)

Art. 6. — Indien bij de aanvraag, één of meer persone
niet duidelijk bij naam zijn genoemd, wordt de vergunnin
geacht te zijn verleend ten gunste van die personen die he
gebied bewonen waaronder de begraafplaats ressorteert.

De latere aanwijzing van een persoon die niet verblijft o
het gebied waaronder de begraafplaats ressorteert of op he
grondgebied van de Stad, wordt beschouwd als een wijzigin
in de vergunning en brengt betaling mede van een toeslag zoal
bepaald in het tarief van kracht op het ogenblik van de aan
wijzing.

Art. 7. — Het recht op begraving in vergunde grond ver
valt zodra de begunstigde persoon definitief op de begraaf
plaats van een andere gemeente ter aarde wordt besteld.

Het monument, alsmede de grafkelder opgericht op een ver
nietigde vergunning moeten binnen de drie maand na de defi
nitieve teraardebestelling verwijderd worden, zoniet zullen d
materialen die er van voortkomen aan de Stad toebehoren

Art. 8. — De vergunningen zijn onafstaanbaar. Bij nie
gebruik, mogen de altijddurende vergunningen voor eigen gra
verworven vóór de inwerkingtreding van onderhavig regle
ment, echter weer afgestaan worden aan de Stad, tegen d
prijs betaald bij de aanwerving en na aftrek van het aandee
gestort aan de Commissie van Openbare Onderstand en daar
enboven, wat de begraafplaats van Laken betreft, aan de Kerk
fabriek van Onze-Lieve-Vrouw van Laken, krachtens de schik
king van 1 april 1874.

Hetzelfde geldt voor de vergunningen van 50 jaar verleend
krachtens dit reglement, met dien verstande dat de terugbeta
ling wordt gedaan naar verhouding van het overblijvende
tijdvak na aftrek van de laatste vijf jaar.

De Stad mag, vooraf, het wegnemen van het grafteken en
het afbreken van de grafkelder eisen.

Art. 51. — Indien bij de aanvraag, één of meer personen niet duidelijk bij naam zijn genoemd, wordt de concessie geacht te zijn verleend ten gunste van die personen die in de gebiedsomschrijving van de begraafplaats wonen.

De latere aanwijzing van een persoon die niet verblijft binnen de gebiedsomschrijving van de begraafplaats of op het grondgebied van de Stad, wordt beschouwd als een wijziging in de concessie en geeft aanleiding tot het betalen van een toeslag zoals bepaald in het tarief van kracht op het ogenblik van de aanwijzing.

Art. 52. — Het recht op begraving in een concessie vervalt zodra de begunstigde persoon definitief op de begraafplaats van een andere gemeente begraven werd.

Het monument evenals de grafkelder opgericht op een vernietigde concessie moeten binnen de drie maand na de definitieve teraardebestelling verwijderd worden, zoniet worden de materialen die overblijven eigendom van de Stad.

Art. 53. — De concessies zijn onafstaanbaar. Bij niet gebruik, mogen de eeuwigdurende concessies echter weer afgestaan worden aan de Stad, tegen de prijs betaald bij de aanwerving, na eventuele aftrek van het begrafenisrecht dat betaald werd voor de ontgraven lichamen, van het aandeel gestort aan de Commissie van Openbare Onderstand en, daarenboven wat de begraafplaats van Laken betreft, aan de Kerkfabriek van O.L.V. van Laken, krachtens de overeenkomst van 1 april 1874.

Hetzelfde geldt voor de concessies van 50 jaar verleend krachtens dit reglement, met dien verstande dat de terugbetaling wordt gedaan in verhouding tot het overblijvende tijdvak na aftrek van de laatste vijf jaar.

De Stad mag vooraf het wegnemen van het grafteken en het afbreken van de grafkelder eisen.

Art. 9. — De vergunningen worden in verschillende klassen ingedeeld, volgens de begraafplaats en hun ligging in deze.

De aanvrager kiest de klasse.

Hij mag zich nochtans doen vertegenwoordigen door een ander persoon, drager ener volmacht.

Voor de toepassing van onderhavig reglement, is de volmacht een uitdrukkelijk geschrift behoorlijk ondertekend, en gestaafd door de identiteitskaart van de behoorlijk bevoegde lastgever en door deze van de mandataris.

De prijs der vergunning wordt gedeponeerd zodra de keus gedaan is in overeenstemming met de bevoegde dienst en uiterlijk, binnen de 48 uren, op straffe van vervalverklaring.

Art. 10. — De vergunde gronden worden ter beschikking gesteld van de vergunninghouder door de beheerder der begraafplaats en, in dezes afwezigheid, door zijn daartoe aangewezen afgevaardigde.

De omtrek van de vergunningen wordt ter plaatse aangeduid door het bevoegd personeel van de dienst ; na het voltooien der werken, gaat dit personeel na of de bezette grond de in de akte van vergunning vermelde afmetingen niet overschrijdt.

Art. 11. — Het recht de grafkelders en de vakken der dodengalerijen te doen openen behoort de Burgemeester.

Zij mogen enkel geopend worden voor de noodwendigheden van de dienst der begrafenissen en door de daartoe aangestelde stadsbeambten, behoudens afwijking door de Burgemeester toe de staan.

Behoudens in geval van teraardebestelling, zullen deze verrichtingen uitgevoerd worden na de vergunninghouder te hebben uitgenodigd persoonlijk aanwezig te zijn of zich te doen vertegenwoordigen door een afgevaardigde en in 't bijzijn van de beheerder der begraafplaats of van de daartoe afgevaardigde beambte van de dienst der begrafenissen.

Art. 54. — De concessies worden in verschillende klassen ingedeeld, volgens de begraafplaats en hun ligging in deze begraafplaats.

De aanvrager kiest de klasse.

Hij mag zich nochtans doen vertegenwoordigen door een gevolmachtigd persoon.

Voor de toepassing van onderhavig reglement, is de volmacht een waarachtig behoorlijk ondertekend geschrift, gestaafd door de identiteitskaart van de behoorlijk bevoegde lastgever en door deze van de mandataris.

De prijs der concessies wordt uitbetaald zodra de keus gedaan is in overeenstemming met de bevoegde dienst en, uiterlijk binnen de 48 uren, op straf van vervalverklaring.

Art. 55. — De concessies worden ter beschikking gesteld van de concessiehouder door de beheerder der begraafplaats en, bij diens afwezigheid, door zijn daartoe aangewezen afgevaardigde.

De omtrek van de concessies wordt ter plaatse aangeduid door het bevoegd personeel van de dienst. Na het voltooien der werken, gaat dit personeel na of de bezette grond de in de akte van de concessie vermelde afmetingen niet overschrijdt.

Art. 56. — Het recht de grafkelders en de vakken van dodengalerijen en columbaria te doen openen behoort toe aan de Burgemeester.

Zij mogen enkel geopend worden wanneer de Begrafenissendienst het nodig acht en door de daartoe aangestelde stadsbeambten, behoudens door de Burgemeester toegestane afwijkingen.

Behalve in geval van teraardebestelling zullen deze verrichtingen uitgevoerd worden na de concessiehouder te hebben uitgenodigd aanwezig te zijn of zich te doen vertegenwoordigen door een afgevaardigde en in 't bijzijn van de beheerder der begraafplaats of van de daartoe afgevaardigde beambte van de dienst van de begrafenissen.

Onmiddellijk na de teraardebestelling zal het vak door het Bestuur, volgens het geval, toegemetseld of bevloerd worden.

Art. 12. — De vergunde grond mag teruggenomen worden indien het openbaar belang of de noodwendigheden van de dienst het vereisen.

In dit geval, wordt de vergunninghouder, zonder vergoeding, een nieuwe plaats aangewezen. Het opgraven en overbrengen der lichamen, evenals het verplaatsen van het grafmonument en, gebeurlijk, het bouwen van een kelder volgens de van kracht zijnde reglementaire voorschriften, vallen ten laste van de Stad.

Art. 13. — In geval van verplaatsing van de gemeentelijke begraafplaats, hebben de vergunninghouders geen andere rechten dan de kosteloze opgraving en het kosteloos bekomen, in de nieuwe begraafplaats, van een grond van dezelfde oppervlakte als deze hunner vergunning.

HOOFDSTUK II

Tijdelijke vergunningen van vijftien jaar.

Art. 14. — De vergunningen worden door het College van Burgemeester en Schepenen voor een tijdperk van vijftien jaar in volle grond verleend.

Zij mogen niet op voorhand toegekend worden.

Deze vergunningen worden toegestaan in de daartoe bestemde perken. De oppervlakte ervan is vastgesteld op één vierkante meter (0,80 × 1,25) voor de asurnen, in zoverre de afmetingen der omhulsels waarin ze zich bevinden niet groter zijn dan een kubus van 50 cm zijde, evenals voor de kinderen beneden zeven jaar, en op 2 vierkante meter voor de andere personen.

Art. 15. — De grond wordt teruggenomen op 31 december van het vijftiende jaar, zonder uitzondering noch verlen-

Onmiddellijk na de teraardebestelling zal het vak door het Bestuur, naargelang van het geval, toegemetseld of bevloerd worden.

Art. 57. — De concessie mag teruggenomen worden indien het openbaar belang of de noodwendigheden van de dienst het vereisen.

In dit geval wordt de concessiehouder zonder vergoeding een nieuwe plaats aangewezen. Het ontgraven en overbrengen der lichamen, evenals het verplaatsen van het grafmonument en, gebeurlijk, de bouw van een kelder volgens de van kracht zijnde reglementaire voorschriften, vallen ten laste van de Stad.

Art. 58. — In geval van verplaatsing van de gemeentelijke begraafplaats, hebben de concessiehouders geen andere rechten dan de kosteloze opgraving en het kosteloos bekomen, in de nieuwe begraafplaats, van een grond van dezelfde oppervlakte als die van hun concessie.

Afdeling II. — Tijdelijke concessies van vijftien jaar.

Art. 59. — De concessies kunnen door het College van Burgemeester en Schepenen voor een periode van vijftien jaar verleend worden in volle grond of in de columbaria.

Zij mogen niet op voorhand toegekend worden.

In volle grond worden deze concessies toegestaan in de daartoe bestemde perken. Hun oppervlakte wordt vastgesteld op één vierkante meter (0,80 m × 1,25 m) voor de asurnen in zoverre de afmetingen der omhulsels waarin ze zich bevinden niet groter zijn dan een kubus van 50 cm zijde evenals voor de kinderen beneden zeven jaar, en op 2 vierkante meter voor de andere personen.

Art. 60. — Het vak van het columbarium of de grond worden teruggenomen op 31 december na het vijftiende

ging van termijn, en zonder dat de betrokkenen anders worden verwittigd dan door plakbrieven of de dagbladen.

In de mate van het mogelijke, kunnen de tijdelijke vergunningen voor een nieuwe termijn van vijftien jaar vernieuwd worden, tegen de voorwaarden van het bij de hernieuwing van kracht zijnde tarief ; deze hernieuwing moet vóór het einde van het vijftiende jaar geschieden. Wanneer daartoe aanleiding bestaat, zal er in elk geval besloten worden of opgravingen moeten gedaan worden. Eventueel moet de familie de prijs van de opgraving betalen met deze van de vergunning.

Art. 16. — Zonder enigerlei vordering af te wachten, moeten de grafmonumenten of -tekens door de belanghebbenden, in de loop van het vijftiende jaar verwijderd worden.

Indien zij op het einde van het vijftiende jaar niet verwijderd zijn, zullen de grafmonumenten en -tekens als verlaten beschouwd worden ten voordele van de Stad.

Art. 17. — De tijdelijke vergunningen van vijftien jaar zijn uitsluitend individueel.

Art. 18. — Door het overbrengen, op zijn aanvraag, van een lichaam begraven in een tijdelijke vergunning van vijftien jaar verliest de vergunninghouder de prijs betaald voor en al de rechten verworven op de eerste vergunning.

Art. 19. — Onder voorbehoud van toepassing van artikel 28 van deze verordening kan nochtans de prijs ener vergunning van vijftien jaar in mindering gebracht worden van de prijs voor de teraardebestelling van dezelfde persoon bij verwerving van een nieuwe tijdelijke vergunning van vijftig jaar, na aftrek van de reeds verlopen vergunningsperiode voor het geheel van de nieuwe grafstede.

jaar, zonder uitzondering noch verlenging van de periode. De betrokkenen worden slechts verwittigd langs plakbrieven of dagbladen om.

In de mate van het mogelijke, kunnen de tijdelijke concessies voor een zelfde periode hernieuwd worden tegen de voorwaarden van het bij de hernieuwing van kracht zijnde tarief ; deze hernieuwing moet tijdens het laatste jaar geschieden. Wanneer daartoe aanleiding bestaat, zal er in elk geval besloten worden of ontgravingen moeten gedaan worden. Eventueel moet de familie de prijs van de ontgraving samen met deze van de concessie betalen.

Art. 61. — Zonder enig bevel af te wachten, moeten de grafmonumenten of -tekens in de loop van het vijftiende jaar door de belanghebbenden verwijderd worden.

Indien zij op het einde van het vijftiende jaar niet verwijderd werden, zullen de grafmonumenten en -tekens als verlaten beschouwd worden en ten voordele van de Stad vallen.

Art. 62. — De tijdelijke concessies van vijftien jaar zijn uitsluitend individueel.

Art. 63. — Door het overbrengen, op zijn aanvraag, van de urne of het lichaam begraven in een tijdelijke concessie van vijftien jaar verliest de concessiehouder de prijs betaald voor en al de rechten verworven op de eerste concessie.

Art. 64. — Onder voorbehoud van toepassing van artikel 73 van dit reglement kan de prijs van een concessie van vijftien jaar nochtans in mindering gebracht worden van de prijs voor de teraardebestelling van dezelfde persoon bij verwerving van een nieuwe tijdelijke concessie van vijftig jaar, na aftrek van de reeds verlopen concessieperiode voor het geheel van de nieuwe grafstede.

HOOFDSTUK III

Tijdelijke vergunningen van vijftien jaar.
(eventuele hernieuwing op het einde van de termijn).

A) *Vergunningen in volle grond.*

Art. 20. — Behoudens bijzondere afwijking bedraagt de minimumoppervlakte van een vergunning in volle grond één vierkante meter (0 m 80 × 1 m 25) voor asurnen in zoverre de afmetingen van de omhulsels die ze bevatten, niet groter zijn dan een kubus van vijftig centimeter zijde, evenals voor kinderen beneden zeven jaar, en twee vierkante meter (1 m × 2 m) voor oudere personen.

Art. 21. — Deze vergunningen mogen enkel op de plaatsen, door de administratie aangeduid, aangebracht worden en mogen enkel dienen, volgens de mogelijkheden, tot het begraven van één of twee lichamen, het een boven het ander geplaatst.

Nochtans, tegen de door het tarief vastgestelde voorwaarden en naarmate de mogelijkheden mag, in een gemeenschappelijke vergunning, de plaats van een niet verast lichaam door twee asurnen vervangen worden. Bovendien mogen, naarmate de mogelijkheden en mits inachtneming van de wettelijke schikkingen, twee bijkomende urnen in zulke vergunning begraven worden, voor zover de afmetingen van de omhulsels der asurnen deze van een kubus van vijftig centimeter zijde niet te boven gaan.

Art. 22. — Tegen de voorwaarden van het tarief, naarmate de mogelijkheden en mits inachtneming van de wetsbepalingen op dit stuk, mag een individuele vergunning in een gemeenschappelijke vergunning omgezet worden.

Art. 23. — Alvorens tot een begraving over te gaan moet de vergunninghouder, op zijn kosten en volgens de aanduidingen van de dienst, het monument en eventueel de grondvesten ervan doen afbreken, evenals, zo nodig, de aanpalende monumenten, zoniet zal het lichaam in een gewoon graf ter aarde

Afdeling III. — Tijdelijke concessies van vijftig jaar.

A) *Concessies in volle grond.*

Art. 65. — Behoudens bijzondere afwijking bedraagt de minimumoppervlakte van een concessie in volle grond één vierkante meter (0,80 m × 1,25 m) voor asurnen in zoverre de afmetingen van de omhulsels die ze bevatten niet groter zijn dan een kubus van vijftig centimeter zijde en evenals voor kinderen beneden zeven jaar, en twee vierkante meter (1 m × 2 m) voor oudere personen.

Art. 66. — Deze concessies mogen enkel op door het bestuur aangeduide plaatsen aangebracht worden en mogen enkel dienen, volgens de mogelijkheden, tot het begraven van één of twee lichamen, het één boven het ander geplaatst.

Nochtans, tegen de door het tarief vastgestelde voorwaarden en naarmate de mogelijkheden, mag in een gemeenschappelijke concessie de plaats van een niet verast lichaam door twee asurnen bezet worden. Bovendien mogen, naarmate de mogelijkheden en mits inachtneming van de wettelijke schikkingen, nog twee urnen in deze concessie begraven worden, voor zover de afmetingen van de omhulsels der asurnen deze van een kubus van vijftig centimeter zijde niet te boven gaan.

Art. 67. — Tegen de voorwaarden van het tarief, naarmate de mogelijkheden en mits inachtneming van de wetsbepalingen terzake, mag een individuele concessie in een gemeenschappelijke concessie omgezet worden.

Art. 68. — Alvorens tot een begraving over te gaan moet de concessiehouder, op zijn kosten en volgens de aanduidingen van de dienst, het monument, de eventuele grondvesten, en ook, zo nodig, de aanpalende monumenten doen afbreken, zoniet zal het lichaam in een gewoon graf ter aarde besteld

besteld worden ; indien nochtans het lijk in een metalen omhulsel geplaatst is, zal het, volgens de voornaamste voorwaarden van het tarief, in een wachtkelder worden geplaatst.

Indien het monument niet binnen de veertien dagen na de begrafenis teruggeplaatst is, zal het weggenomen worden (de aangrenzende monumenten zullen teruggeplaatst worden) door het bestuur op kosten, gevaar en risico van de in gebreke blijvende vergunninghouder, en te zijner beschikking gesteld worden gedurende een tijdperk van drie maand, waarna het de eigendom van de Stad wordt.

B) *Vergunningen voor het bouwen van kelders.*

Art. 24. — De minimum oppervlakte der vergunningen bestemd tot het bouwen van kelders wordt naar mate de mogelijkheden, vastgesteld op :

3,85 m² (2 m 75 × 1 m 40) voor de kelders met één rij vakken ;

6,65 m² (2 m 75 × 2 m 42) voor de kelders met twee rijen vakken ;

9,45 m² (2 m 75 × 3 m 44) voor de kelders met drie rijen vakken en zo voort.

Wat de begraafplaats van Evere aangaat, wordt de minimum breedte, in onderhavig artikel vermeld, met 10 centimeter vermeerderd.

Art. 25. — Volgens de plaats en de beschikbaarheden en tegen de voorwaarden van het tarief, mogen de oppervlakten, in de voormelde artikelen vastgesteld, vermeerderd of verminderd worden.

C) *Vergunningen in de dodengalerijen.*

Art. 26. — De vakken in de dodengalerijen worden voor vijftig jaar vergund.

De vergunningen van vakken zijn individueel. Nochtans, worden als gemeenschappelijk aangezien, de voorbehouden

worden ; indien nochtans het lijk in een metalen omhulsel geplaatst is, zal het volgens de voorwaarden van het tarief in een wachtkelder worden geplaatst.

Indien het monument niet binnen de veertien dagen na de begrafenis teruggeplaatst is, zal het weggenomen worden (de aangrenzende monumenten zullen teruggeplaatst worden) door het bestuur op kosten, gevaar en risico van de in gebreke blijvende concessiehouder. Hij zal er kunnen over beschikken gedurende een periode van drie maand, daarna wordt het de eigendom van de Stad.

B) *Concessies voor de bouw van kelders.*

Art. 69. — De minimum oppervlakte der concessies bestemd tot de bouw van kelders wordt naarmate de mogelijkheden, vastgesteld op :

3,85 m^2 (2,75 m × 1,40 m) voor de kelders met één rij vakken ;

6,65 m^2 (2,75 m × 2,42 m) voor de kelders met twee rijen vakken ;

9,45 m^2 (2,75 m × 3,44 m) voor de kelders met drie rijen vakken enzovoort.

Wat de begraafplaats van Evere betreft, wordt deze minimum breedte met 10 centimeter vermeerderd.

Art. 70. — Volgens de plaats en de beschikbaarheden en tegen de voorwaarden van het tarief, mogen de oppervlakten, in de voornoemde artikelen vastgesteld, vermeerderd of verminderd worden.

C) *Concessies in de dodengalerijen en in de columbaria.*

Art. 71. — In de dodengalerijen en in de columbaria kunnen concessies van 50 jaar toegekend worden.

De concessies van cellen zijn individueel. Nochtans, worden als gemeenschappelijk aangezien, de voorbehouden rijen cel-

rijen der dodengalerijen der begraafplaats van Laken, welke de ganse vertikale rij vakken bevat, voor dewelke de vergunninghouder zich verbindt op de grafstede langs de buitenkant een monument te doen plaatsen.

Bepalingen betreffende bijkomende teraardebestellingen in de kelders en de vakken der dodengalerijen.

Art. 27. — Ieder vak van een kelder of van de dodengalerijen is principieel bestemd tot het begraven van één enkel lichaam of één enkele asurn.

Nochtans, mits betaling van een bijkomend recht bepaald in het tarief, mogen bijkomende urnen geplaatst worden in een vak van gewone afmetingen van de dodengalerijen of in een vak van een kelder, hetwelk reeds één asurn bevat, voor zover de afmetingen van het omhulsel der asurnen, deze van een kubus van vijftig centimeter zijde niet overtreft.

Onder dezelfde voorwaarden en naar gelang de mogelijkheden, mogen twee kisten, waarvan er één met zeer kleine afmetingen of meerdere kleine kisten, in hetzelfde vak van een kelder of van de dodengalerijen begraven worden.

Overdracht van vergunningen.

Art. 28. — In geval van verplaatsing of verandering in dezelfde begraafplaats van een tijdelijke vergunning van vijftig jaar, wordt de prijs van de begrafenis van een persoon bij de verwerving van de vorige vergunning, afgetrokken van de prijs betaald voor de begrafenis van dezelfde persoon bij de verwerving van de nieuwe concessie, onder aftrek althans voor het geheel van de nieuwe grafstede, van de reeds verlopen vergunningsperiode wat de eerste betreft.

Voor wat de toeslag betreft opgelegd aan de personen vreemd aan het gebied of de Stad, wordt deze slechts in mindering gebracht voor zover een dergelijke toeslag op de nieuwe vergunning moet worden toegepast.

In geen geval mag bedoelde aftrek, voor elke begrafenis, aanleiding geven tot een teruggave door de Stad.

len in de dodengalerijen der begraafplaats van Laken, welke de ganse vertikale rij cellen bevat, waarvoor de concessiehouder zich verbindt op de grafstede langs de buitenkant een monument te doen plaatsen.

Bepalingen betreffende bijkomende teraardebestellingen in de kelders en de cellen der dodengalerijen.

Art. 72. — Iedere cel van een kelder en iedere cel van de dodengalerijen is in principe bestemd voor de begraving van één enkel lichaam of één enkele asurne.

Mits betaling van een bijkomend recht, bepaald in het tarief, mogen nochtans bijkomende urnen geplaatst worden in een cel van gewone afmetingen van de dodengalerijen of in een cel van een kelder, hetwelk reeds één asurne bevat, voor zover de afmetingen van het omhulsel der asurnen, deze van een kubus van vijftig centimeter zijde niet overtreft.

Onder dezelfde voorwaarden en indien mogelijk, mogen twee kisten, waarvan er een met zeer kleine afmetingen of meerdere kleine kisten, in dezelfde cel van een kelder of dezelfde cel van de dodengalerijen begraven worden.

Overdracht van concessies.

Art. 73. — In geval van verplaatsing of verandering van een eeuwigdurende concessie of van een tijdelijke concessie van vijftig jaar, wordt de prijs van de begrafenis van een persoon bij de verwerving van de vorige concessie, afgetrokken van de prijs betaald voor de begrafenis van dezelfde persoon bij de verwerving van de nieuwe concessie, mits aftrek althans voor het geheel van de nieuwe grafstede, van de reeds verlopen concessieperiode wat de eerste betreft.

Voor wat het opgeld betreft, opgelegd aan de personen vreemd aan het gebied of aan de Stad, wordt deze slechts in mindering gebracht voor zover een dergelijk opgeld op de nieuwe concessie moet worden toegepast.

In geen geval mag bedoelde aftrek voor elke begrafenis aanleiding geven tot een teruggave door de Stad.

Hernieuwing van de tijdelijke vergunningen van vijftig jaar.

Art. 29. — In de vijf jaar vóór de einddatum van een tijdelijke vergunning van vijftig jaar, mag deze door de rechthebbenden vernieuw worden voor een nieuwe periode van vijftig jaar, onder de alsdan geldende reglementaire voorwaarden.

Wordt de vergunning niet vernieuwd, dan mag er na vijf en veertig jaar in de vergunde grond niet meer begraven worden.

HOOFDSTUK IV

Over de begrafenisdienst in de begraafplaatsen.

Art. 47. — De lijkstoeten worden op de begraafplaats binnengeleid door de begrafenisleider, die onmiddellijk vóór de lijkwagen stapt.

Art. 48. — Bij zijn aankomst op de begraafplaats overhandigt de begrafenisleider het verlof tot teraardebestelling en het konvooibevel aan de beheerder der rustplaats. De beheerder overhandigt hem een loden genummerde plaat en geeft hem het verlof tot teraardebestelling terug na het gedateerd te hebben en er het algemeen volgnummer der plaat op aangeduid te hebben.

Art. 49. — Wanneer de lijkwagen op de plaats der teraardebestelling gekomen is, of er zo dicht mogelijk bij, wordt het lijk uit de wagen gehaald en op een draagbaar geplaatst. De hoofdgrafmaker doet de inschrijvingsplaat op de kist schroeven. Het lijk wordt langzaam naar het graf of de grafkelder gedragen, waar het onmiddellijk ter aarde besteld wordt.

Art. 50. — De kransen en bloemenruikers worden door de grafdelvers van de lijkwagen genoemen, in de nabijheid van de plaats der teraardebestelling geplaatst en vervolgens op het gesloten graf of op de grafkelder neergelegd.

Hernieuwing van de tijdelijke concessies van vijftig jaar.

Art. 74. — In de vijf jaar vóór de einddatum van een tijdelijke concessie van vijftig jaar, mag deze door de rechthebbenden hernieuwd worden voor een nieuwe periode van vijftig jaar, onder de dan geldende reglementaire voorwaarden.

Wordt de concessie niet hernieuwd of verlengd, dan mag er na vijfenveertig jaar in de concessie niet meer begraven worden.

HOOFDSTUK IV

Lijkstoeten in de begraafplaats.

Art. 75. — De lijkstoeten worden op de begraafplaats binnengeleid door de stoetleider, die onmiddellijk vóór de lijkwagen stapt.

Art. 76. — Bij zijn aankomst op de begraafplaats overhandigt de stoetleider de vergunning tot teraardebestelling en het geleibevel aan de beheerder der rustplaats. De beheerder overhandigt hem een loden genummerde plaat en geeft hem de vergunning tot teraardebestelling terug na het gedateerd te hebben en er het algemeen volgnummer der plaat op aangeduid te hebben.

Art. 77. — Wanneer de lijkwagen op de plaats der teraardebestelling gekomen is, of er zo dicht mogelijk bij, wordt het lijk uit de wagen gehaald en op een draagbaar geplaatst. De hoofdgrafmaker doet de inschrijvingsplaat op de kist schroeven. Het lijk wordt langzaam naar de begravingsplaats gedragen, waar het onmiddellijk ter aarde wordt besteld.

Art. 78. — De kransen en bloemenruikers worden door de grafdelvers van de lijkwagen genomen, in de nabijheid van de plaats der teraardebestelling geplaatst en vervolgens daarbij neergelegd.

De beheerder der begraafplaats of zijn afgevaardigde verlaat de plaats slechts wanneer de begrafenis geëindigd is.

Art. 51. — De lijkwagen wordt, zodra het lijk er uit genomen is, terug naar de ingang der begraafplaats gevoerd langs de aangeduide weg.

Alvorens de lijkwagen vertrekt, neemt de beheerder der begraafplaats of zijn afgevaardigde de nodige maatregelen om hem behoorlijk af te wassen, en desnoods, te ontsmetten, ter vrijwaring van de openbare gezondheid.

Art. 52. — Na de begrafenis schrijft de hoofdgrafmaker of de daartoe aangeduide bediende de omstandige aanduidingen van de plaats der begraving op de vergunning tot begraven en overhandigt dit dokument aan de begrafenisleider.

De begrafenisleider begeleidt de familie tot aan het bureel van de ingang der begraafplaats en nodigt ze uit een biljet met aanduiding der grafstede af te halen.

Art. 53. — De rijtuigen die de lijkstoet volgen worden in de begraafplaatsen niet toegelaten.

De rijtuigen met oude lieden of gebrekkigen evenals rijtuigen met kransen mogen op de begraafplaatsen toegelaten worden, doch zij mogen in geen geval de lanen of bestrate wegen verlaten. Zij mogen niet nodeloos blijven staan en moeten stapvoets de door het personeel aangeduide weg volgen.

De bezoekers mogen niet per auto op de begraafplaatsen komen, behalve met bijzondere toestemming van de Burgemeester.

HOOFDSTUK V

Over de opgravingen.

Art. 54. — Behalve op bevel van de rechterlijke overheid mag men tot geen opgravingen overgaan zonder toestemming van de Burgemeester.

De beheerder der begraafplaats of zijn afgevaardigde verlaat de plaats slechts wanneer de begrafenis beëindigd werd.

Art. 79. — Zodra het lijk er uit genomen is, wordt met de lijkwagen terug naar de ingang van de begraafplaats gereden langs de aangeduide weg.

Alvorens de lijkwagen vertrekt, neemt de beheerder der begraafplaats of zijn afgevaardigde de nodige maatregelen om hem behoorlijk af te wassen en, desnoods, te ontsmetten, ter vrijwaring van de openbare gezondheid.

Art. 80. — Na de begrafenis schrijft de hoofdgrafmaker of de daartoe aangeduide bediende de omstandige aanduidingen van de plaats van begraving op de vergunning tot begraven en overhandigt dit dokument aan de stoetleider.

De stoetleider begeleidt de familie tot aan het bureau aan de ingang der begraafplaats en nodigt ze uit een biljet met aanduiding der grafstede af te halen.

Art. 81. — De rijtuigen die de lijkstoet volgen en die oude mensen of gebrekkigen meevoeren, evenals rijtuigen met kransen mogen op de begraafplaatsen toegelaten worden, doch zij mogen in geen geval de lanen of bestrate wegen verlaten. Zij mogen niet nodeloos blijven staan en moeten stapvoets de door het personeel aangeduide weg volgen.

De bezoekers mogen niet per auto op de begraafplaatsen komen, behalve met bijzondere toestemming van de Burgemeester.

HOOFDSTUK V

Ontgravingen.

Art. 82. — Behalve op bevel van de rechterlijke overheid mag men tot geen ontgravingen overgaan zonder toestemming van de Burgemeester.

Het overbrengen van het lijk gebeurt volgens de bepalingen van de verordening op het lijkenvervoer.

Art. 55. — De opgraving van een lijk om het te verassen mag veroorloofd worden indien de formaliteiten voorgeschreven bij het koninklijk besluit van 21 maart 1932 volbracht werden.

Art. 56. — De opgravingen worden gedaan door de daartoe aangestelde bedienden der Stad in aanwezigheid der personen die bevoegd zijn de opgravingen bij te wonen en van de beheerder der begraafplaats of de daartoe aangestelde bediende.

Voor elke begraafplaats wordt er een register gehouden waarin men, zonder tussenruimte, alle gedane opgravingen inschrijft.

Art. 57. — Een lijk of as mag niet uit een vergunning opgegraven worden om weder ergraven te worden in een huurgraaf van kortere duur of in een gewoon graf.

Art. 58. — In geval van opgraving, moet de beheerder of de bevoegde afgevaardigde eventueel de vernieuwing der doodkist voorschrijven. De kosten der nieuwe doodkist vallen ten laste van de familie.

Behoudens wat voorzien is in de bijzondere ter zake geldende verordening, vallen de belasting op de opgravingen evenals de kosten van wegruiming en herplaatsing der op de grafstede en op de nabije grafsteden geplaatste gedenktekens, ten laste der belanghebbenden.

Art. 59. — Indien een opgegraven lijk naar een andere begraafplaats moet vervoerd worden, moet de eerste kist in een hermetisch metalen hulsel geplaatst worden.

Voor het overbrengen van een lichaam van een stedelijke begraafplaats naar een andere stedelijke begraafplaats mag nochtans de Burgemeester toestaan een waterdichte houten kist te gebruiken.

Eventueel, mag de Burgemeester andere maatregelen treffen die hij nodig acht ter vrijwaring van de openbare gezondheid.

Het overbrengen van het lijk gebeurt volgens de bepalingen van de verordening op het lijkenvervoer.

Art. 83. — De ontgraving van een lijk om het te verassen kan toegestaan worden indien aan de formaliteiten voorgeschreven door de wet van 20 juli 1971 en door het Koninklijk besluit van 19 januari 1973 wordt voldaan.

Art. 84. — De ontgravingen worden gedaan door de daartoe aangestelde bedienden der Stad in aanwezigheid der personen die bevoegd zijn de ontgravingen bij te wonen en van de beheerder der begraafplaats of de daartoe aangestelde bediende.

Voor elke begraafplaats wordt er een register gehouden waarin men, zonder tussenruimte, alle gedane ontgravingen inschrijft.

Art. 85. — Een lijk of as mag niet uit een concessie ontgraven worden om opnieuw begraven te worden in een minder belangrijke concessie of in een gewone grafstede.

Art. 86. — In geval van ontgraving, moet de beheerder of de bevoegde afgevaardigde eventueel de vernieuwing der doodkist voorschrijven. De kosten der nieuwe doodkist vallen ten laste van de familie.

Behoudens wat voorzien is in het speciaal daarvoor geldend reglement, vallen de belasting op de ontgravingen evenals de kosten van wegruiming en herplaatsing der op de grafstede en op de nabije grafsteden geplaatste gedenktekens, ten laste van de belanghebbende.

Art. 87. — Indien een ontgraven lijk naar een andere begraafplaats moet vervoerd worden, moet de eerste kist in een hermetische metalen omhulsel geplaatst worden.

De Burgemeester mag eventueel andere nodig geachte maatregelen treffen.

HOOFDSTUK VI

Over de politie der begraafplaatsen.

Afdeling I. — Over de algemene politiemaatregelen.

Art. 60. — De begraafplaatsen zijn toegankelijk voor het publiek, behalve de door het College van Burgemeester en Schepenen voorgeschreven uitzonderingen, van dinsdag tot zondag van 8 tot 17 uur. Zij zijn 's maandags gesloten, behalve van 1 oktober tot de tweede maandag van de maand november inbegrepen. De lijkstoeten zijn echter altijd toegelaten.

De inlichtingskantoren der begraafplaatsen zijn voor het publiek toegankelijk van 8,30 uur tot 's middags en van 14 tot 16,45 uur.

Uitzonderingen op deze uurregeling die eventueel door het College van Burgemeester en Schepenen zouden kunnen beslist worden, zullen ter kennis van het publiek gebracht worden bij middel van aanplakbiljetten aan de ingang der begraafplaatsen en in de kantoren van de Begrafenisdienst.

Art. 61. — Het sluiten der poorten wordt een half uur vóór de gestelde tijd aangekondigd door het luiden van een bel dat een kwartier vóór het sluiten herhaald wordt ; van dit ogenblik af wordt het publiek op de begraafplaats niet meer toegelaten.

Art. 62. — De toegang tot de begraafplaats is verboden aan personen in staat van dronkenschap, leurders, niet-vergezelde kinderen, dragers van vuurwapens, personen vergezeld van dieren, uitgezonderd de honden die als gids of als trekdier dienen voor een invalied of gebrekkige.

Art. 63. — Het is verboden :

1° Op of over de muren en buitenomheiningen der begraafplaatsen evenals de omheiningen der grafsteden te klimmen

HOOFDSTUK VI

Politie der begraafplaatsen.

Afdeling I. — Algemene politiemaatregelen.

Art. 88. — De begraafplaatsen zijn toegankelijk voor het publiek, behalve de door het College van Burgemeester en Schepenen voorgeschreven uitzonderingen, van dinsdag tot zondag van 8.30 uur tot 16.45 uur. Zij zijn 's maandags gesloten, behalve van 1 oktober tot de tweede maandag van de maand november inbegrepen. De lijkstoeten zijn echter altijd toegelaten op maandag.

De inlichtingskantoren van de begraafplaatsen zijn toegankelijk voor het publiek van 8.30 uur tot 12 uur en van 14 uur tot 16.30 uur, van dinsdag tot zaterdagmiddag, behalve op wettelijke feestdagen.

De begrafenissen zijn verboden op zaterdagnamiddag, zondagen en wettelijke feestdagen, behalve voor deze laatsten als zij onmiddellijk een zondag voorafgaan of volgen.

Uitzonderingen op deze uurregeling, zullen ter kennis van het publiek gebracht worden bij middel van aanplakbiljetten aan de ingang en in het bureau van de begraafplaatsen.

Art. 89. — Het sluiten der poorten wordt een half uur vóór de gestelde tijd aangekondigd door het luiden van een bel, wat een kwartier vóór het sluiten herhaald wordt. Van dit ogenblik af wordt het publiek niet meer toegelaten op de begraafplaats.

Art. 90. — De toegang tot de begraafplaats is verboden aan personen in staat van dronkenschap, leurders, niet-vergezelde kinderen, personen vergezeld van dieren, uitgezonderd de honden die als gids of als trekdier dienen voor een invalide of gebrekkige.

Art. 91. — Het is verboden :

1° op of over de muren, de buitenomheiningen der begraafplaatsen of de omheiningen der grafsteden te klimmen ;

2° De begraafplaatsen te betreden met andere vlaggen of banieren, dan de nationale vlaggen of deze met strikken van de nationale kleuren omfloerst of met voorwerpen die niet voor de graven bestemd zijn en deze voorwerpen zonder toelating weg te nemen ;

3° In de bomen of takken te snijden of ze te merken, of planten af te rukken of af te hakken (dit verbod geldt niet voor het normaal onderhoud der grafsteden door de familieleden of hun afgevaardigde) ;

4° De gedenktekens, graftekens, hekken of voorwerpen die de grafsteden versieren te beschadigen ; op de graven of grafstenen te schrijven ;

5° De bloemperken te betreden, te gaan, te zitten of te liggen op de graven of op het gras der perken en lanen ;

6° Schade te berokkenen aan de lanen en wegen ;

7° Vogels te vangen of hun nesten te vernietigen ;

8° Kinderen alleen te laten ;

9° Afval, papier of wat ook binnen de omheining der begraafplaats weg te gooien, elders dan in de daartoe bestemde korven ;

10° Er daden te stellen in strijd met de welvoeglijkheid ;

11° Zonder toelating in de lijkenhuisjes of in de lokalen voorbehouden aan het personeel te komen ;

12° Enigerlei voorwerpen te venten, ten toon te stellen of te vekopen ;

13° Te spelen en te roken ;

14° Te zingen of muziek te spelen zonder toestemming van de Burgemeester ;

15° Aanplakbiljetten, borden, geschriften of andere publiciteitstekens op muren aan te brengen, zowel binnen de begraafplaatsen als op de poorten ;

16° De graftekens te fotograferen of ze te wijzigen, door er platen, foto's, godsdienstige of andere zinnebeelden aan te brengen, zonder voorafgaande toestemming van het gemeentebestuur ;

17° Afgietsels te nemen of schetsen te vervaardigen van gemeenschappelijke of private gedenktekens of gedeelten

2° de begraafplaatsen te betreden met andere vlaggen of banieren, dan de nationale of regionale vlaggen of deze met strikken van de nationale of regionale kleuren omfloerst of met voorwerpen die niet voor de graven bestemd zijn en deze voorwerpen zonder toelating weg te nemen.

3° in de bomen of takken te snijden of ze te merken, of planten af te rukken of af te hakken (dit verbod geldt niet voor het normaal onderhoud der grafsteden door de familieleden of hun afgevaardigde) ;

4° de graftekens of alle voorwerpen die de grafsteden versieren te beschadigen en erop te schrijven ;

5° de bloemperken te betreden. Te gaan, te zitten of te liggen op de graven of op het gras der perken en lanen ;

6° schade te berokkenen aan de lanen en wegen ;

7° vogels te vangen of hun nesten te vernietigen ;

8° kinderen alleen te laten ;

9° afval, papier of wat ook binnen de omheining der begraafplaats weg te gooien, elders dan in de daartoe bestemde korven ;

10° er daden te stellen in strijd met de welvoeglijkheid ;

11° zonder toelating in de lijkenhuisjes of in de lokalen, voorbehouden aan het personeel, binnen te treden ;

12° enigerlei voorwerpen te venten, aan te bieden of te verkopen ;

13° te spelen en te roken ;

14° te zingen of muziek te spelen zonder toestemming van de Burgemeester ;

15° aanplakbiljetten, borden, geschriften of andere publiciteitstekens op muren aan te brengen, zowel binnen de begraafplaatsen alsop de poorten ;

16° de graftekens te fotograferen of ze te wijzigen, door er platen, foto's, godsdienstige of andere zinnebeelden op aan te brengen, zonder voorafgaande toestemming van het gemeentebestuur ;

17° afgietsels te nemen of schetsen te vervaardigen van gemeenschappelijke of private gedenktekens of gedeelten